

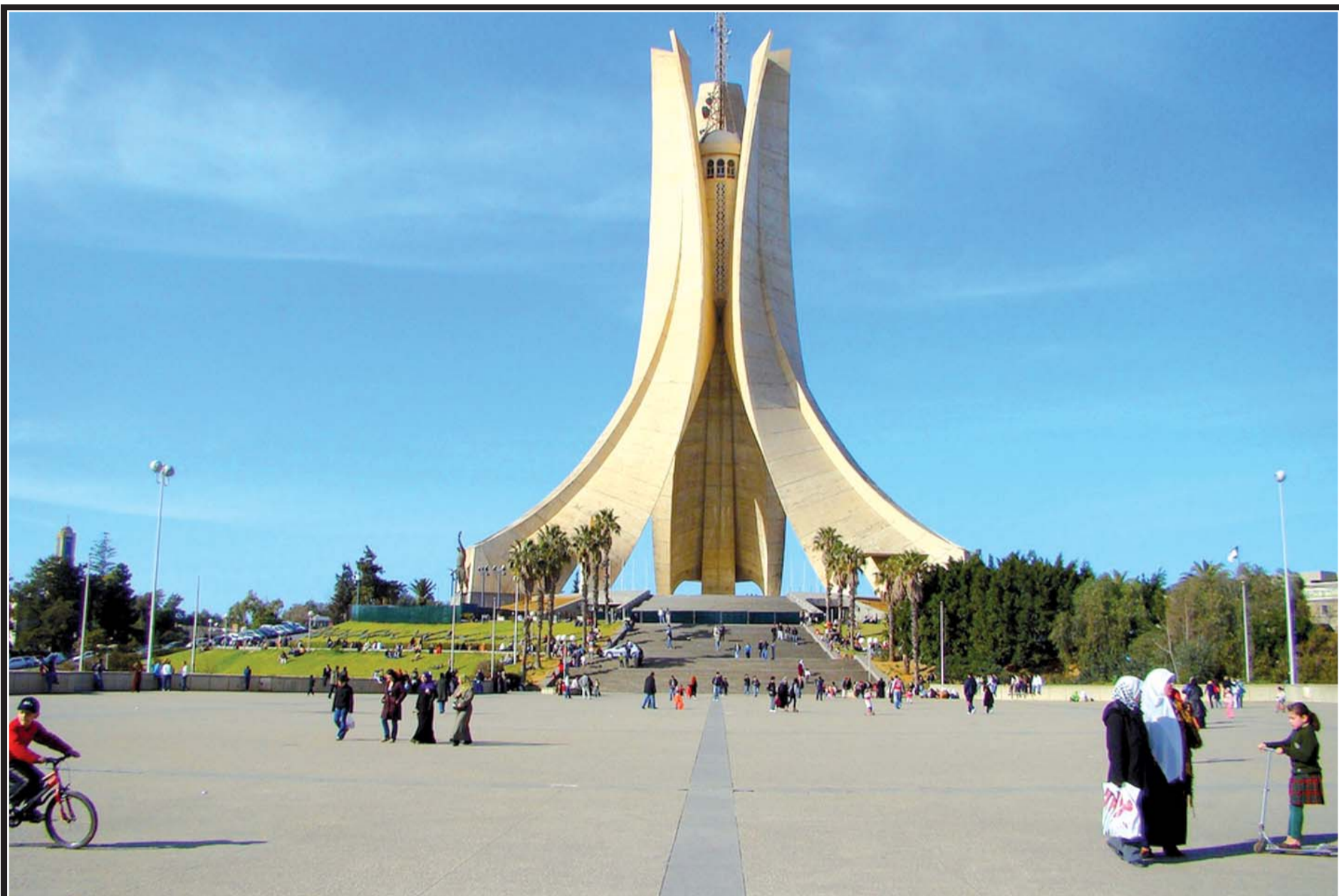


L'étiquetage en arabe autorisé

Oran
L'usine Renault Algérie produit
son 200 000^{ème} véhicule

Les DEBATS

Votre quotidien national



Lamamra explique les décisions du Président Bouteflika et affirme :

«Nous n'avons pas droit à l'erreur»

Le désormais vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a réagi avant-hier à propos des décisions du chef de l'Etat qui a choisi de ne pas briguer un nouveau mandat, estimant que les Algériens n'ont pas droit à l'erreur après la décision du Président de la République.

- **FLN : Les décisions de Bouteflika, une réponse aux aspirations du peuple**
- **Bedoui prend ses fonctions de Premier ministre**
- **«Un signe de maturité» selon Macron**



Réagissant aux décisions du Président Bouteflika

«Un signe de maturité» selon Macron

Le président français, Emmanuel Macron, a salué hier la décision du président de la République, Abdelaziz Bouteflika, de ne pas se présenter pour un nouveau mandat présidentiel, exprimant l'espoir d'une «nouvelle dynamique» en Algérie.



«**J**e salue la décision du Président Bouteflika qui signe une nouvelle page dans le développement de la démocratie algérienne», a déclaré le président français dans une conférence de presse à Djibouti, première étape d'une tournée en Afrique de l'Est, dont les propos ont été rapportés par les médias français.

Le Président Bouteflika a adressé lundi, un message à la nation, rappelle-t-on, dans lequel il a annoncé le report de l'élection présidentielle du 18 avril et sa décision de ne pas briguer un 5^{ème} mandat à la magistrature suprême.

Il a également indiqué qu'il comprend «tout particulièrement le message porté par les jeunes en termes, à la fois, d'angoisse et

d'ambition pour leur avenir propre et pour celui du pays», annonçant la tenue de l'élection présidentielle dans le prolongement de la conférence nationale inclusive et indépendante ainsi que la formation d'un gouvernement de compétences nationales. Le chef d'Etat français a salué également «la dignité avec laquelle la population, en particulier la jeunesse algérienne, a su exprimer ses espoirs, sa volonté de changement, ainsi que le professionnalisme des forces de sécurité», souhaitant que la conférence nationale, annoncée par le Président Bouteflika, puisse être organisée dans «les prochaines semaines et les prochains mois» afin, a-t-il expliqué, qu'elle débouche sur une «transition d'une durée raisonnable».

Estimant que c'est un «signe de maturité», le président fran-

çais a affirmé que la France «fera tout» pour accompagner l'Algérie dans cette transition «avec amitié et avec respect».

Lundi soir, le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, a indiqué, dans une déclaration, que la France «exprime l'espoir qu'une nouvelle dynamique à même de répondre aux aspirations profondes du peuple algérien puisse s'engager rapidement», réitérant l'attachement de la France «à ses liens d'amitié avec l'Algérie en formant des vœux de paix, de stabilité et de prospérité pour l'ensemble de son peuple».

Aussi, Gabriel Attal, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Education a indiqué, avant-hier, que «la France prend acte» de la décision du Président Bouteflika de ne pas se présenter à l'élec-

tion présidentielle qui était prévue le 18 avril.

Le secrétaire d'Etat français a déclaré, au cours de l'émission Audition Publique sur LCP et Public Sénat, en partenariat avec l'AFP et *Le Figaro* qu'il «ne croit pas avoir beaucoup d'autres commentaires à faire», soulignant que les Algériens «tiennent à ce qu'on respecte leur indépendance, leur souveraineté et ils ne veulent pas qu'on fasse de l'ingérence».

Gabriel Attal, a estimé qu'«à l'évidence, c'est une prise en compte de la mobilisation très forte qui a eu lieu en Algérie. C'est une prise en compte de cette mobilisation».

«Evidemment, la France suivra avec attention» le développement de la situation politique en Algérie, a-t-il ajouté.

R. N.

Bedoui prend ses fonctions de Premier ministre

Noureddine Bedoui a pris ses fonctions de Premier ministre, hier, lors de la cérémonie de passation de pouvoirs, avec son prédécesseur, Ahmed Ouyahia, au Palais du gouvernement à Alger.

Dans une déclaration à la presse à l'issue de cette cérémonie, M. Bedoui a exprimé sa reconnaissance au président de la République, Abdelaziz Bouteflika, pour la confiance dont il a été investi, s'engageant à «œuvrer sans cesse pour être à la hauteur de cette confiance». Le Premier ministre qui a tenu à rendre un «vibrant hommage» à M. Ouyahia, a salué «ses efforts consentis en faveur de l'Algérie». Pour sa part, M. Ouyahia a présenté ses remerciements au Président Bouteflika pour la confiance dont il a été investi, exprimant sa reconnaissance pour «le soutien indéfectible» apporté par le Président de la République, tout au long de ses missions en tant que Premier ministre. Félicitant le nouveau Premier ministre pour la confiance dont il a été investi, M. Ouyahia lui a souhaité la réussite dans ses missions, rappelant que «M. Bedoui, de par sa longue carrière, n'est plus à présenter». «J'ai eu l'honneur de travailler avec lui pendant presque 20 mois», a-t-il soutenu.

R. N.

Gaïd Salah aujourd'hui à l'Ecole supérieure de guerre

Le général de corps d'Armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), effectuera aujourd'hui une visite de travail à l'Ecole supérieure de guerre, indique hier le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.

Lors de cette visite, le général de corps d'Armée «présidera la 12^{ème} session du Conseil d'orientation de l'Ecole, conformément aux dispositions du décret présidentiel du 26 septembre 2005, portant création de l'Ecole supérieure de guerre», précise la même source.

R. N.

Produits importés

L'étiquetage en arabe autorisé

Par Karima Nacer

Désormais, les opérateurs économiques sont autorisés à réaliser l'étiquetage en langue arabe sur les produits importés, au niveau de leurs locaux, des établissements spécialisés et des zones sous-douane.

L'étiquetage en langue arabe des produits importés était réalisé auparavant dans le pays de l'exportateur. Le poids de la facture de l'étiquetage en arabe, au pays d'origine du produit d'importation, pèse particulièrement sur la trésorerie publique. Le coût d'étiquetage serait beaucoup moins important s'il se faisait sur le sol nation-

nal. Dans cette logique, le département du commerce autorise enfin les opérateurs économiques de réaliser cette opération au niveau local.

«Dans le cadre de la facilitation et la simplification des formalités et des dispositions de l'article 2 de la loi n°09-03 du 25 février 2009, modifiée et complétée, relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes et l'amendement de l'article 53 de la loi suscitée, il est porté à la connaissance des opérateurs économiques qu'ils sont désormais autorisés à réaliser des opérations de mise en conformité au plan de l'étiquetage en arabe au niveau des établissements spécialisés ou

dans les locaux de l'opérateur ou au niveau des zones sous-douane, conformément à la législation en vigueur», indique le ministère du Commerce dans un communiqué. A ce titre, «l'opérateur procède à l'étiquetage des mentions obligatoires, en langue arabe sur une surface libre de l'emballage du produit et ce, par un procédé admis en la matière, de manière visible, lisible et indélébile», précise la même source. Cette mesure a pour objectif, «non seulement de réduire les coûts à l'importation en devises, mais aussi de développer un nouveau segment d'activité sur le marché national (marquage, codage et étiquetage industriel) en créant des opportunités d'in-

vestissements et d'emploi au niveau local». Ainsi, «les produits de consommation finale alimentaires et non alimentaires, à l'exception de ceux cités à l'instruction n° 0152 du 23 juillet 2006 (liste des produits téléchargeables), feront l'objet d'admission conditionnelle aux frontières pour une mise en conformité de l'étiquetage et ce, sur la base d'un engagement de l'opérateur (annexe 2 téléchargeable sur le site du ministère du Commerce: www.commerce.gov.dz, à renseigner par l'opérateur), qui sera joint au dossier d'importation». Le ministère du Commerce explique dans ce cadre, que «l'admission conditionnelle permet le dédou-

nement du produit objet de la mise en conformité». «Dès la fin de l'opération de mise en conformité, une autorisation de libre disposition du produit est délivrée à l'importateur par les services chargés du contrôle de la qualité et de la répression des fraudes concernées», ajoute le ministère. «Cette mesure ne devrait pas nuire à la sécurité et à la sûreté des produits», a-t-on précisé de même source. Pour finir, le ministère rappelle, dans ce sens, que «ces mentions obligatoires doivent être conformes aux dispositions du décret n°13-378 du 9 novembre 2013, fixant les conditions et les modalités relatives à l'information du consommateur». K. N.

Lamamra explique les décisions du Président Bouteflika et affirme :

«Nous n'avons pas droit à l'erreur»

Le désormais nouveau vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, a réagi avant-hier à propos des décisions du chef de l'Etat qui a choisi de ne pas briguer un nouveau mandat, estimant que les Algériens n'ont pas droit à l'erreur après la décision du Président de la République.



Par S. A. Mohamed

« Il appartient maintenant aux femmes, aux hommes et surtout aux jeunes de ce pays de se hisser au niveau, au diapason de cette responsabilité historique. Nous n'avons pas droit à l'erreur, je crois qu'ensemble nous bâtirons cet avenir meilleur pour le peuple algérien », a-t-il expliqué lundi soir sur les ondes de Radio France internationale (RFI), rassurant qu'il y aura des élections « libres ». Il a fait observer que le Président Bouteflika a pris des décisions « véritablement de portée historique », précisant que dès l'installation du nouveau gouvernement « la priorité sera d'ouvrir un large dialogue avec la jeunesse et avec les forces vives du pays ». « Dès l'installation du nouveau gouvernement, la priorité sera d'ou-

vrir un large dialogue avec la jeunesse et avec les forces vives du pays pour que nous puissions nous rassembler autour des décisions du Président Bouteflika et de préparer ensemble l'avenir avec ses grandes échéances et les grandes manifestations politiques avec la conférence nationale qui doit être indépendante, inclusive et qui doit élaborer et adopter une nouvelle Constitution pour la 2^{ème} République pour un nouveau système politique algérien », a-t-il expliqué, affirmant que « c'est l'ouverture d'une ère nouvelle pour l'Algérie dont le peuple algérien ne peut que s'en féliciter ». Pour lui, « il y a une nécessité de dialogue, d'explication pour que nous puissions tous, sans arrière-pensée aucune, nous rassembler autour de cette feuille de route et bâtir ensemble l'Algérie de demain », soulignant qu'il est

« résolument engagé » en faveur de « la réunification de nos rangs et de la réunion de toutes les conditions de la projection de l'Algérie dans l'avenir en termes de démocratie, de développement, de cohésion, d'harmonie et de fraternité ». Sur la participation des partis d'opposition à la conférence nationale, prévue dans la feuille de route, Lamamra a répondu que le gouvernement le souhaite « ardemment » et qu'il va « certainement interagir avec les uns et les autres », estimant que « l'Algérie a besoin des idées et des propositions de tous ». Par ailleurs, il a assuré que le système politique, issu de la conférence nationale, « ne sera plus verrouillé comme avant », soutenant que « c'est l'ouverture qui est à l'ordre du jour, c'est véritablement le consensus national, la réunion des Algériens et de leurs énergies au service d'un avenir qualitativement

meilleur ». « Mieux encore, a-t-il poursuivi, sa composition devrait pouvoir faire l'objet d'un consensus, c'est-à-dire que les membres ne seront pas seulement ceux qui ont eu la chance d'être élus, mais il y aura de la place pour tout le monde à commencer par les jeunes et les femmes ». « Le Président Bouteflika a annoncé un certain nombre d'orientations de nature stratégique. D'abord, c'est la conférence nationale indépendante et inclusive qui adoptera la Constitution, elle fixera souverainement la date de l'élection présidentielle, et cette élection sera entièrement et exclusivement sous la responsabilité d'une commission nationale électorale indépendante », a-t-il expliqué, faisant remarquer que le ministère de l'Intérieur et les démembrements de l'Etat seront « à la disposition de la commission électorale ».

S.A.M.

Manifestations pour le changement du système politique

Le MPA salue la démarche du Président

Par Rachid Chihab

Le Mouvement populaire algérien (MPA), réagit aux décisions prises lundi soir, par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika. Dans un communiqué rendu public hier, le MPA salue la démarche entreprise par le chef de l'Etat.

« Le MPA salue les décisions prises par le Président de la République, le lundi 11 mars, notamment celle relative au report de l'élection présidentielle du 18 avril prochain », indique le parti dans son document. Il ajoute : « Cette décision intervient suite aux manifestations pacifiques importantes qui ont eu lieu sur tout le territoire national, qui se sont essentiellement opposées au 5^{ème}

mandat et qui revendiquent le changement du système politique ».

Le MPA espère que les décisions du Président de la République contribueront grandement à l'apaisement de la situation et déboucheront sur le renforcement du processus démocratique.

Le MPA se dit, en outre, engagé avec l'ensemble des forces politiques, économiques et sociales ainsi que les compétences nationales, à participer activement à la réussite de la conférence nationale inclusive et indépendante et à contribuer à l'élaboration de la nouvelle Constitution ainsi que toutes les réformes politiques, économiques et sociales nécessaires à l'émergence de la nouvelle République.

Pour la formation politique d'Amara

Benyounes, ce processus sera couronné par l'organisation d'une élection présidentielle libre et transparente sous l'autorité exclusive de la nouvelle commission électorale nationale indépendante.

Le MPA exprime le souhait que cette phase importante dans la mise en place du nouveau système, soit gérée par des compétences nationales reconnues. Le MPA considère également, que les aspirations populaires exprimées par les récentes manifestations viennent de trouver l'écho qu'elles méritent à travers les réponses apportées par le Président de la République.

En conséquence, le MPA appelle l'ensemble du peuple algérien à s'impliquer avec détermination dans la mise en œuvre de ce processus.

R.C.

FLN

Les décisions de Bouteflika viennent en réponse aux aspirations du peuple

Le parti du Front de libération nationale (FLN) a affirmé que les décisions annoncées lundi soir par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, viennent « en réponse aux aspirations du peuple algérien à davantage de réformes ».

Le parti a indiqué, dans un communiqué, qu'il avait accueilli avec « une grande satisfaction » les décisions du Président de la République relatives au report de l'élection présidentielle, à la formation d'un gouvernement de compétences nationales et à la désignation d'une personnalité nationale indépendante pour présider la conférence nationale inclusive, estimant que ces décisions viennent « en réponse aux aspirations du peuple algérien à davantage de réformes politiques et socio-économiques ».

Ces décisions « constituent une véritable opportunité offerte à la classe politique et aux composantes de la société civile dont des personnalités du monde de la science et de la culture, en vue d'adhérer et contribuer à l'édification d'une nouvelle République ».

Dans ce contexte, Le FLN a réitéré « son entière disponibilité à oeuvrer à la concrétisation de ces décisions, aux côtés de l'ensemble des forces nationales, de façon à répondre aux aspirations du peuple, notamment des jeunes au changement et à leur volonté de contribuer à la construction de leur avenir ».

R. T.

Le RND annonce son appui aux mesures du message du Président

Le Rassemblement national démocratique (RND) a annoncé, lundi, son appui aux mesures prises par le Président de la République, annoncées dans son message à la nation et visant à préparer le pays à faire face aux défis futurs et à répondre aux aspirations des jeunes Algériens.

Dans son communiqué rendu public, lundi, le parti a affirmé que ce message « est porteur de plusieurs affirmations et davantage d'explications attestant de tout l'attachement du moudjahid Abdelaziz Bouteflika à préparer le pays à faire face aux défis futurs et à répondre aux aspirations des jeunes Algériens ».

« A l'issue de la décision de report de l'élection présidentielle, la prédéfinition d'un calendrier pour la tenue de la conférence nationale du consensus et l'affirmation de la création d'une instance indépendante pour l'organisation de la prochaine élection, le RND annonce son appui à ces mesures et exhorte l'ensemble de la classe politique à emprunter la voie politique annoncée, en ce sens où elle s'accorde dans plusieurs points avec les revendications soulevées par l'opposition », ajoute le document.

Le parti appelle également l'ensemble des citoyens et citoyennes, particulièrement les jeunes, « à contribuer à la consécration de la sérénité et de la stabilité, à travers les différents coins du pays et à faire preuve de vigilance à l'égard de ce qui pourrait porter atteinte à la stabilité de notre pays », conclut le document.

H. B.

Programme d'efficacité énergétique

Plus de 193 millions de tonnes de CO2 évitées à l'horizon 2030

Le programme national de l'efficacité énergétique (PNEE) permettra une réduction sensible des émissions algériennes de gaz à effet de serre, pouvant dépasser 193 millions de tonnes de CO2 à l'horizon 2030, a indiqué, hier à Alger, le directeur des projets à l'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (APRUE).



Selon les explications de M. Kamel Dali, lors d'une conférence sur «La maîtrise de l'énergie dans un contexte de transition énergétique», l'Algérie pourra éviter à la faveur de la mise en oeuvre du Pnee l'émission de 32,1 millions de tonnes de CO2 en 2020, avant de passer à 95,9 millions de tonnes évitées en 2025 puis 193,3 millions de tonnes en 2030.

Lancé en 2016, le Pnee nécessite des investissements, dont le montant global avoisine 900 milliards de dinars d'ici à 2030, d'après les données de l'Aprue chargée de la mise en oeuvre de ce programme.

Le financement de ce programme qui devrait générer 180 000 postes d'emploi, sera assuré par l'Etat à hauteur de 54%, souligne M. Dali.

Outre ses vertus sur l'environnement, le Pnee permettra égale-

ment à l'Algérie un gain cumulé de 63 millions de tonnes équivalents pétrole (TEP) sur la période 2016-2030.

Ce gain pourrait, a-t-il poursuivi, atteindre plus de 70 millions de TEP par l'introduction d'appareils électroménagers performants (climatiseurs et réfrigérateurs).

Pour l'année 2030, la consommation d'énergie finale serait de 73 millions TEP au lieu de 80 millions TEP, note le même responsable. Le Pnee vise globalement à maîtriser l'accroissement de la consommation et «d'éviter le décalage entre l'offre et la demande en énergie» si le modèle actuel se maintient, a affirmé M. Dali, précisant que l'Algérie enregistre annuellement une moyenne de croissance de consommation de 7%.

D'après les chiffres avancés par le responsable, la consommation énergétique algérienne a évolué de 10 millions TEP en

1976 à 30 millions TEP en 2000 avant de passer à 40 en 2008, puis 60 millions TEP en 2017.

Concrètement, le Pnee s'appuie sur des plans couvrant les secteurs du bâtiment (isolation thermique et éclairage), l'industrie et le transport.

Il prévoit notamment d'intégrer progressivement l'isolation thermique dans les logements neufs et existants, note M. Dali précisant que l'Etat prendra en charge 80% des surcoût induit par l'isolation (mur, toiture, double vitrage).

Ce plan permettra non seulement de contribuer à la généralisation des bonnes pratiques dans la conception architecturale de l'habitat, mais aussi de développer une industrie locale des isolants et de promouvoir la création de bureaux d'architectures spécialisés en efficacité énergétique. Dans le domaine de l'éclairage intérieur, l'objectif est de généraliser l'utilisation des lampes à

basse consommation. L'Etat prendra en charge 50% du prix des lampes économiques qui pourront économiser d'ici 2030 près de 19,5 millions de TEP, a avancé M. Dali.

Concernant l'éclairage public, le Pnee vise la substitution de 1,1 million de lampes à mercure, représentant actuellement la totalité du parc national, par des lampes LED.

Il est également prévu de généraliser les chauffe-eau solaires avec un apport de l'Etat fixé à 45% du prix de référence de l'installation.

Dans le secteur des transports, il est prévu de convertir 1,1 million de véhicules au GPL d'ici 2030, avec un apport de l'Etat de 50% des coûts. En outre, 11 000 bus devraient être convertis au gaz naturel carburant (GNC), l'Etat assurant 100% des coûts, d'après les données de l'Aprue.

T. K.

Entreprise Green Sky

Plus de 2 000 tonnes de déchets industriels et pétroliers traités

Plus de 2 000 tonnes de déchets industriels et pétroliers ont été traités et éliminés depuis 2010 par la Sarl Green Sky, un opérateur privé spécialisé dans la gestion des déchets, a-t-on appris mercredi dernier de cette entreprise.

Depuis sa création en 2010, l'entreprise a traité et éliminé plus de 2 000 tonnes de déchets industriels, issus des usines et grandes compagnies, principalement versées dans le domaine pétrolier, a précisé à l'APS, Benhoura Yacine, chargé de la communication de cette entreprise, en marge de la 9^{ème} édition du Napec 2019.

Green Sky est une jeune entreprise dont la mission consiste, selon son responsable, à la collecte, le transport et l'élimination des déchets dangereux et polluants dans plusieurs secteurs d'activité à l'exemple des déchets

hospitaliers, pharmaceutiques et les déchets industriels dont ceux générés par le secteur pétrolier. «Nous disposons d'une station d'incinération à tambour rotatif pour les déchets industriels. D'une puissance de 1 600 degrés, cet équipement est installé à Chlef. Nous assurons le transport de tous types de déchets vers cette structure pour procéder à l'incinération» précise-t-il.

Pour le secteur pétrolier, Green Sky traite tout ce qui est résidus chimiques non utilisés ou périmés de l'industrie, les sols contaminés, les déchets des laboratoires et d'isolation, entre autres, a noté le même interlocuteur.

«Dans l'amont, nous traitons les déchets liés aux recherches et aux forages qui génèrent des déchets spécifiques, comme les eaux souillées contaminées. Dans l'Aval, nous traitons ce qui a trait au raffinage, et nous

sommes partenaires de Sonatrach à travers deux de ses filiales, l'Entreprise nationale des services aux puits (Ensp) et la Société de maintenance industrielle d'Arzew (Somiz)», a-t-il fait savoir.

Pour lui, un intérêt particulier est donné par les entreprises et les opérateurs économiques pour une meilleure gestion des déchets dangereux, dont ceux générés par le secteur et une application stricte de la réglementation en la matière. Concernant les déchets de recyclage, un volume de 1 600 tonnes a été traité jusqu'à ce jour, a précisé le même responsable soulignant que son entreprise propose également des prestations liées au recyclage des déchets valorisables comme le papier carton, le plastique, les métaux ferreux et non ferreux, entre autres.

K. L.

Transport maritime des voyageurs

Un nouveau car-ferry réceptionné en 2020

Un nouveau car-ferry sera réceptionné en 2020 a-t-on appris du directeur général du groupe national de transport maritime (Gatma), Ghomri Smaïl Larbi.

En marge de la 9^{ème} édition de l'exposition internationale de l'industrie pétrolière et gazière en Afrique du Nord (Napec 2019) qui se tient à Oran, ce responsable a souligné que ce navire de transport des voyageurs est actuellement en cours de construction dans un chantier naval chinois.

Doté d'une capacité de transport de 2 000 passagers et de 600 véhicules, le car-ferry sera livré en 2020 pour un coût global de 198 millions USD.

La flotte maritime de transport des voyageurs dispose actuellement de deux car-feries auxquels s'ajoute un autre, affrété durant la période estivale pour répondre à la forte demande émanant, notamment de la communauté nationale établie en Europe.

Par ailleurs, le DG de Gatma a indiqué qu'une réflexion a été entamée pour affréter de navires de faible capacité de transport des voyageurs afin d'assurer des liaisons entre les wilayas côtières.

Le même responsable a annoncé qu'il est question, cette année, de commander la construction de six navires de transport de marchandises, dont deux navires porte-containers d'une capacité chacun de 2 000 containers de 20 pouces. Les plis des soumissionnaires ont été ouverts et l'annonce de l'entreprise ayant remporté le marché sera annoncée ultérieurement, après l'examen des offres techniques et financières.

Le Gatma doit aussi commander quatre autres navires de transport de marchandises, notamment les céréales, le ciment et l'acier. Un appel d'offres sera lancé, dans ce sens, en avril ou mai prochain a révélé le directeur général du groupe.

Il a déclaré que ces projets s'inscrivent dans le cadre du programme du groupe, décidé par les pouvoirs publics en 2013, pour l'acquisition de 28 navires de transport de marchandises et deux car-feries. 10 navires de transport de marchandises ont été déjà livrés à ce jour.

Le Gatma regroupe sept entreprises dont trois entreprises de transport maritime de marchandises, deux autres de transport maritime de voyageurs et d'autres de services maritimes, de réparation navale et autres spécialisées en logistique.

La 9^{ème} édition de l'exposition Napec 2019 enregistre la participation de 570 exposants nationaux et 40 autres étrangers. Ils représentent des secteurs ayant un lien direct ou indirect avec l'industrie pétrolière et gazière, rappelle-t-on.

K. T.

Pétrole

Le panier de l'Opep à plus de 66 dollars le baril

Le prix du panier de 14 pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a augmenté à 66,01 dollars le baril, lundi, contre 64,78 dollars vendredi, a indiqué hier l'Organisation pétrolière sur son site Web.



Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djeno (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy

(Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie Saoudite), Murban (Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela).

Le même jour, les prix de l'or noir ont terminé en hausse, aidés par la promesse d'une

production toujours aussi basse de l'Arabie saoudite en avril.

Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai s'est apprécié de 84 cents pour terminer à 66,58 dollars à Londres.

A New York, le baril de WTI pour livraison en avril, la réf-

rence américaine, a gagné 72 cents pour finir à 56,79 dollars.

Premier exportateur mondial, l'Arabie saoudite prévoit de poursuivre en avril les efforts mis en oeuvre ces derniers mois et à vendre moins d'or noir que ses clients n'en demandent, a affirmé un responsable du pays à l'agence Bloomberg.

Le géant pétrolier s'est engagé, comme les autres pays de l'Opep et leurs partenaires, à limiter sa production, mais depuis le début de l'année, l'Arabie Saoudite a préféré produire encore moins que ses objectifs fixés en décembre.

L'Opep et ses partenaires appliquent un accord de limitation de leur production, renforcé depuis début janvier, qui a fait grimper les prix sur cette période.

Une réunion des pays de l'Organisation pétrolière et ses partenaires, dont la Russie est attendue pour les 17 et 18 avril à Vienne afin d'estimer si leur politique de réduction de la production engagée depuis début janvier doit être maintenue ou amendée.

Elle sera précédée par la treizième réunion du Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord Opep/non-Opep (JMMC) à Bakou (Azerbaïdjan), le 18 mars prochain.

G. T.

Energie renouvelable

Le Royaume-Uni octroie 34 millions de dollars supplémentaires à l'Afrique

Le Royaume-Uni a annoncé un financement supplémentaire de 34 millions de dollars afin d'aider plus de personnes et d'entreprises en Afrique à avoir accès à une énergie propre et abordable.

La ministre britannique pour l'Afrique, Harriett Baldwin, a fait savoir que ce montant sera ajouté au Programme de transformation de l'accès à l'énergie en Afrique.

Ce nouveau décaissement porte à 130 millions de dollars l'engagement du pays dans ce programme et lui donne la capacité de se poursuivre jusqu'en 2024.

Ce financement ira principalement au profit des initiatives de mini-réseaux, d'installations solaires et de bioénergie.

Il permettra d'accroître le nombre de mini-réseaux fonctionnant aux énergies renouvelables sur le continent.

Un autre objectif de ces initiatives est d'intégrer ces différents mini-réseaux dans un réseau électrique plus large.

L'octroi de ce financement entre dans le cadre de l'engagement pris par le Royaume-Uni lors de la COP 24, d'injecter 130 millions de dollars afin de supporter le développement des solutions d'énergie renouvelable en Afrique subsaharienne.

Depuis 2011, le pays a permis à 17 millions de personnes sur le continent d'avoir accès à une énergie propre.

R. E.

Hauts-Plateaux

Convention APRUE-Sonatrach pour la fourniture de 700 chauffe-eaux solaires

L'Agence nationale pour la promotion et la rationalisation de l'utilisation de l'énergie (Aprue) a signé, hier à Alger, une convention avec le groupe Sonatrach portant sur la fourniture et l'installation de 700 chauffe-eaux solaires dans les écoles et places publics des communes des Hauts-Plateaux.

Ce document a été paraphé par le directeur général de l'Aprue, Mohamed Salah Bouzeriba et le P-DG de Sonatrach, Abdelmoumen Ould Kaddour, en présence du ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni. Dans le cadre de cette convention, 700 chauffe-eaux solaires seront fabriqués et installés, à titre gracieux, par la filiale de Sonatrach, GTP, dans les régions isolées des wilayas situées dans les Hauts-Plateaux. Ce projet fait partie du programme national de l'efficacité énergétique lancé par l'Aprue en 2015.

«Cette convention s'inscrit dans l'action sociale menée par notre groupe qui ne s'occupe pas uniquement de la production de l'énergie, mais aussi des moyens de la préserver», a déclaré M. Ould Kaddour, à la presse en marge de la signature.

«Nous ne pouvons plus continuer à consommer de l'énergie de la manière actuelle. Il faut changer notre mode de consommation pour assurer l'avenir de nos enfants», a-t-il soutenu.

K. T.

Un mémorandum sera signé

Construction prochaine de logements économes en énergie

Un mémorandum sera signé prochainement entre le ministère de l'Energie et celui de l'Habitat pour la réalisation de logements économiques en matière d'énergie, a annoncé, hier à Alger, le ministre de l'Energie, Mustapha Guitouni.

«Le ministère de l'Energie et celui de l'Habitat vont signer mercredi (aujourd'hui) ou demain (jeudi) un mémorandum pour travailler ensemble pour la conception de ces habitations économiques qui permettront d'économiser le maximum d'énergie», a souligné M. Guitouni, en marge d'une conférence sur la maîtrise de l'énergie dans un contexte de transition énergétique.

«Ces logements seront, certes un peu

plus chers, mais ils contribueront au respect de l'environnement en réduisant au maximum les besoins en énergie», a-t-il ajouté.

Les deux ministères s'entraideront dans le choix des matériaux pour la conception de ces habitations afin d'apporter un soin spécifique à l'économie énergie en isolation, a-t-il soutenu.

Pour que le logement soit le plus économe possible, le ministre a exhorté les consommateurs à utiliser des lampes économiques, considérées comme «les amies de l'environnement».

«L'Etat paye annuellement 7 millions de lampes économiques qui doivent être utilisées dans les foyers pour économiser l'énergie», a relevé le ministre.

Répondant à une question concernant la révision des cahiers des charges relatif à la transmission électrique des grands projets et des projets complexes, M. Guitouni a dit que cela a été décidé en raison de l'apparition continue de nouvelles technologies, dont il est nécessaire de se doter.

Il a ainsi exhorté les industriels à aller vers ces nouvelles technologies qui changent à chaque fois, ajoutant que les cahiers des charges doivent être revus pour ce motif.

«Il faut aussi travailler sur les études des réseaux économiques pour économiser beaucoup d'argent sur les équipements», a-t-il ajouté.

R. K.

Commerce en Afrique

L'Inde vise 150 milliards de dollars d'échanges bilatéraux

L'Inde vise à doubler le volume d'échanges commerciaux avec l'Afrique, qui devraient passer de 62 à 150 milliards USD dans les prochaines années, a annoncé lundi le ministre indien du Commerce et de l'Industrie.

«Augmenter le volume du commerce bilatéral entre l'Inde et l'Afrique à 150 milliards de dollars dans les prochaines années est le premier objectif du prochain conclu-

ve sur le partenariat Inde-Afrique qui débutera le 17 mars», a indiqué le ministère du Commerce et de l'Industrie dans un communiqué. Plus de 31 ministres issus de 21 pays africains et des représentants d'entreprises de 37 pays, devraient participer à l'événement organisé par le ministère du Commerce et de l'Industrie en collaboration avec la Confédération de l'industrie indienne (CII) et la Banque indienne EXIM Bank.

«Le conclave marquera la prééminence du partenariat entre l'Inde et l'Afrique dans le domaine de la coopération Sud-Sud à un moment où l'économie mondiale est confrontée à des défis majeurs résultant du protectionnisme et des conflits commerciaux grandissants», a souligné le ministère.

Le partenariat bilatéral Inde-Afrique est renforcé par le rôle croissant de l'Inde en tant que grande économie à la croissance la

plus rapide, ainsi que par le nouveau dynamisme économique de l'Afrique illustré par certaines économies subsahariennes, qui figurent parmi les 10 économies les plus dynamiques du monde, a ajouté la même source.

L'engagement pris par le gouvernement indien d'élargir le partenariat économique avec l'Afrique ressort clairement de l'augmentation de près de 22% des échanges bilatéraux entre l'Inde et l'Afrique,

qui ont atteint 62,66 milliards de dollars en 2017-2018, a relevé la même source.

Parmi les autres objectifs fixés à long terme dans le cadre du partenariat bilatéral, figurent l'encouragement des exportateurs indiens à accéder aux marchés africains, le renforcement des exportations de produits manufacturés en Afrique et le développement des investissements indiens dans divers secteurs en Afrique.

R. T.

Brexit

Les changements apportés sont «positifs»

Les changements apportés à la dernière minute à l'accord de retrait de l'Union européenne sont «positifs», a annoncé le Premier ministre irlandais, Leo Varadkar, espérant que les députés britanniques ont approuvé hier, le texte.



« Dans le contexte du vote de ce soir à Westminster, le résultat de la réunion d'hier entre la Première ministre, May et le président (de la Commission européenne) Juncker est positif et j'espère et j'ai confiance dans le fait que l'accord de retrait sera maintenant approuvé par la Chambre des communes », a dit M. Varadkar.

Ces documents sont

«complémentaires» à l'accord de retrait et à la déclaration politique négociés entre le Royaume-Uni et l'UE, a expliqué le Premier ministre irlandais. Ils «fournissent une clarification, une réassurance et des garanties supplémentaires demandés par certains pour éliminer les doutes ou les craintes, aussi irréels soient-ils, que l'objectif de certains était de piéger indéfiniment le Royaume-Uni dans le «filet de sécurité», a-t-il indiqué.

L'«instrument conjoint», trouvé lundi soir entre Theresa May et les dirigeants de l'UE confère «une base légale» aux garanties obtenues, a estimé le Premier ministre irlandais. En même temps, cela «ne rouvre pas l'accord de retrait et n'affaiblit pas le «filet de sécurité» ou son application», a-t-il souligné.

Les députés britanniques avaient massivement rejeté en janvier l'accord de Brexit, farouchement opposés à ce

dispositif qui maintiendrait le Royaume-Uni dans une union douanière avec l'UE avec un alignement plus poussé sur les normes de l'UE pour l'Irlande du Nord.

Cette solution de dernier recours, en attendant la conclusion d'une meilleure solution, vise à éviter le retour d'une frontière physique entre les deux Irlande afin de préserver les accords de paix de 1998 et l'intégrité du marché unique européen.

R. K.

Aviation

La croissance du fret aérien pénalisée par la guerre commerciale

L'Association internationale du transport aérien (Iata) a divisé par deux sa prévision de croissance pour le fret aérien cette année sous l'effet des tensions commerciales entre les Etats-Unis et la Chine.

Les volumes de fret devraient croître de 2,0% cette année, selon l'Iata, contre 3,7% espérés lors de sa précédente prévision publiée en décembre.

Le trafic de fret s'est contracté de 1,8% au mois de janvier, a souligné le directeur

de l'association, Alexandre de Juniac, au cours d'une conférence de presse à Singapour.

«Nous sommes confrontés à un problème avec le commerce mondial, le commerce transfrontalier s'affaiblit de façon marquée et c'est ce qui pèse sur notre activité dans le fret», a souligné le chef économiste de l'association Brian Pearce. La Chine et les Etats-Unis négocient depuis janvier un accord pour résoudre leur guerre commerciale enclen-

chée l'an passé, qui s'est matérialisée par des droits de douane punitifs réciproques sur des centaines de milliards de dollars de marchandises.

L'effet de ces mesures de rétorsion s'est fait sentir bien au-delà des deux pays, et ont affaibli les perspectives économiques mondiales.

L'Iata a également cité les incertitudes liées au Brexit et à la montée générale du protectionnisme comme facteurs pesant sur le fret aérien.

R. I.

Etats-Unis

Le gaz naturel alimente plus de 60% de la capacité de production d'électricité

Le gaz naturel a alimenté plus de 60% de la capacité de production d'électricité installée aux Etats-Unis l'année dernière, a indiqué, lundi, l'Agence nationale d'information sur l'énergie (EIA).

Selon un rapport de l'EIA, la capacité de production a augmenté de 31,3 gigawatts (GW) dans le pays en 2018, soit la hausse la plus impor-

tante depuis les 48,8 GW de 2003. En ce qui concerne la hausse de 2018, 62% de cette capacité de production a été alimentée par le gaz naturel, 21% par l'énergie éolienne et 16% par l'énergie solaire photovoltaïque. Pour le reste, les contributions sont principalement issues de l'énergie hydroélectrique et de la capacité de stockage des batteries.

Le document a également indiqué qu'environ 90% des 19,3 GW supplémentaires de capacité alimentés en gaz naturel en 2018 provenaient de générateurs à cycle combiné, la technologie de production alimentée par gaz naturel la plus efficace.

Dans le même temps, 18,7 GW de capacité de production, dont 69% en charbon, 25% en gaz naturel et

3% en nucléaire, ont été retirés en 2018. Le reste était principalement composé d'énergie hydro-électrique et de pétrole.

La plupart des augmentations ont été réalisées dans le deuxième semestre de l'année, alors que les retraits ont principalement eu lieu dans le premier, a ajouté le rapport.

R. I.

Elle englobe les Emirats arabes unis L'UE entérine une liste élargie de paradis fiscaux

L'Union européenne a entériné hier une liste élargie de paradis fiscaux, a annoncé la Commission européenne dans un communiqué.

Dix nouveaux territoires ou Etats ont été ajoutés à une liste déjà existante, qui en comptabilisait cinq.

L'île néerlandaise d'Aruba (dans les Antilles), la Barbade (micro-Etat des Caraïbes), le Belize, les Bermudes, les îles Fidji, les îles Marshall, le sultanat d'Oman, les Emirats arabes unis, le Vanuatu (Etat du Pacifique) et la Dominique ont été ajoutés à la liste.

Ces adjonctions représentent la plus importante actualisation de la liste depuis que l'UE a adopté sa première version en décembre 2017.

Brésil

Des inondations font au moins 11 morts à Sao Paulo

D'importantes inondations ont fait au moins 11 morts dans la plus grande ville du Brésil, Sao Paulo, dont certaines rues étaient transformées lundi en rivières qui projetaient des véhicules contre des bâtiments et des arbres.

Cinq personnes ont péri noyées. Les autres sont mortes ensevelies par des coulées de boue, ont déclaré des responsables de la sécurité de Sao Paulo.

Il est tombé près de 110 millimètres de précipitations entre samedi après-midi et lundi après-midi, soit 70% de ce qui tombe en moyenne durant tout un mois de mars, ont indiqué les autorités.

Les services météorologiques prévoient encore des pluies pour les 48 heures à venir.

Reuters

À cause de sa taxe sur le numérique Washington menace la France

Le gouvernement américain est en train de voir comment répondre aux projets des pays qui, comme la France ou le Royaume-Uni, ont l'intention d'instaurer une taxe sur les sociétés du numérique, a annoncé hier, un responsable du Trésor américain.

Chip Harter, responsable de la fiscalité internationale au Trésor américain, a déclaré que ces taxes étaient «mal conçues» et qu'il était préférable de lancer une réforme fiscale globale dans le cadre de l'Organisation de coopération et de développement économiques (Ocde).

Faute d'avoir rallié l'ensemble de ses partenaires européens au projet, la France a présenté mercredi dernier son projet de taxe de 3% sur le chiffre d'affaires des Google, Apple et autres géants mondiaux du numérique, sans abandonner l'espoir de parvenir à une solution au niveau international d'ans le cadre de l'Ocde. La taxe, rétroactive au 1er janvier 2019, concerne une trentaine de sociétés.

«Les Etats-Unis s'opposent à toute proposition de taxe sur les services numériques, qu'elle soit française ou britannique», a déclaré Chip Harter aux journalistes à Paris avant des négociations à l'Ocde prévues cette semaine.

«De ce que nous avons vu des dernières propositions françaises, nous les considérons comme très discriminatoires à l'encontre des entreprises américaines. Différentes composantes de notre gouvernement étudient si cet impact discriminatoire nous donnerait des droits en vertu d'accords commerciaux, de l'OMC et de traités», a-t-il ajouté.

Reuters

Sous le thème «Protégés ensemble : les vaccins, ça marche !»

Organisation d'une Semaine mondiale de la vaccination

La Semaine mondiale de la vaccination, célébrée la dernière semaine d'avril, vise à promouvoir l'utilisation des vaccins pour protéger de la maladie les personnes de tout âge et permettre de sauver des millions de vies chaque année.



Le principal objectif de la campagne, dont le thème de cette année est «Protégés ensemble : les vaccins, ça marche !», est de mieux sensibiliser l'opinion publique à l'importance vitale de la vaccination complète tout au long de la vie, selon un rapport publié récemment sur le site Web de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). L'OMS et ses partenaires visent également dans le cadre de cette campagne de 2019, entre autres, à démontrer la valeur des vaccins pour la santé des enfants, les communautés et le monde, mettre en lumière la nécessité de faire un fond sur les progrès accomplis en matière de vaccination pour combler les lacunes, y compris au moyen d'un investissement accru, ainsi que de montrer que

la vaccination systématique constitue le fondement de systèmes de santé solides et résilients et de la couverture sanitaire universelle.

Pour atteindre les objectifs de développement durable, réduire la pauvreté et instaurer la couverture sanitaire universelle, l'OMS explique qu'«il est indispensable d'élargir l'accès à la vaccination. La vaccination systématique offre l'occasion d'un contact avec le système de soins dès le début de la vie et donne à chaque enfant la possibilité d'être en bonne santé dès le plus jeune âge et jusqu'à un âge avancé». La vaccination est aussi une stratégie fondamentale pour réaliser d'autres priorités sanitaires, comme la lutte contre l'hépatite virale ou contre la résistance aux antimicrobiens, la création d'un espace

dédié à la santé des adolescents ou encore l'amélioration des soins prénatals et néonataux.

La vaccination est largement reconnue comme l'une des interventions sanitaires les plus efficaces et les moins coûteuses au monde. Pourtant, on compte encore aujourd'hui dans le monde, près de 20 millions d'enfants qui ne sont pas vaccinés ou le sont insuffisamment, selon le rapport de l'OMS.

En 2017, on a enregistré un nombre record d'enfants vaccinés : 116,2 millions. Depuis 2010, 113 pays ont introduit de nouveaux vaccins, et plus de 20 millions d'enfants supplémentaires ont été vaccinés, précise l'OMS. Cependant, en dépit de ces avancées, la progression vers toutes les cibles fixées pour l'élimination de maladies

telles que la rougeole, la rubéole, et le tétanos maternel et néonatal, a pris du retard. Au cours de ces deux dernières années, on a pu constater dans le monde de multiples flambées de rougeole, de diphtérie et de plusieurs autres maladies à prévention vaccinale. La plupart des enfants non vaccinés sont ceux qui vivent dans les communautés les plus pauvres, marginalisées et en proie à des conflits. Pour que chacun, où qu'il vive, puisse survivre et s'épanouir, les pays doivent intensifier leurs efforts afin que tout le monde profite des bienfaits vitaux des vaccins. En outre, les pays qui ont déjà atteint ces objectifs ou ont progressé en ce sens doivent oeuvrer pour pérenniser ces acquis, conclut le rapport.

R. L.

Jusqu'à 2030

L'OMS lance une stratégie mondiale de lutte contre la grippe

L'Organisation mondiale de la santé a lancé lundi une «stratégie mondiale» pour protéger la population de la grippe au cours de la prochaine décennie, en avertissant que de nouvelles pandémies sont «inévitables».

Les épidémies de grippe, essentiellement saisonnières, touchent environ un milliard de personnes et font des centaines de milliers de morts chaque année, selon l'OMS, qui estime qu'il s'agit là d'un des plus grands défis sanitaires mondiaux.

La «stratégie mondiale de lutte contre la grippe 2019-2030» de cette agence spécialisée de l'ONU vise à prévenir la grippe saisonnière, à contrôler la diffusion du virus des animaux aux êtres humains et à se préparer à la prochaine pandémie de grippe, a

expliqué l'OMS dans un communiqué.

«La menace de la grippe pandémique est toujours présente», a déclaré le chef de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus.

Le monde a connu plusieurs pandémies meurtrières de grippe, dont la plus grave a été celle de la grippe espagnole qui a tué en 1918 des dizaines de millions de personnes.

Trois pandémies ont suivi - en 1957, 1968 et 2009 - lorsque le virus H1N1 a fait quelque 18 500 morts dans 214 pays.

«Une autre pandémie de grippe est inévitable», a averti l'OMS, ajoutant que «dans ce monde interconnecté, la question n'est pas de savoir si nous allons avoir une autre pandémie, mais quand».

Le chef de l'OMS a mis l'accent sur la nécessité de la vigilance et de la prépara-

tion. «Le coût d'une épidémie majeure de grippe va largement dépasser le prix de la prévention», a-t-il souligné.

La stratégie demande à chaque pays de renforcer ses programmes de santé de base et de développer des programmes spécifiques contre la grippe afin de prévenir, de s'y préparer et de lutter contre cette maladie.

L'OMS recommande la vaccination annuelle comme le moyen le plus efficace de prévenir la propagation de la grippe, en particulier pour les employés du secteur de la santé et pour les personnes à risque. En raison de la mutation du virus, le vaccin doit être régulièrement mis à jour et offre donc une protection limitée.

K. T.

Union européenne

Un plan pour réduire l'impact des produits pharmaceutiques sur l'environnement

Un plan d'action visant la réduction des risques environnementaux liés à l'utilisation des produits pharmaceutiques a été présenté, lundi par la Commission européenne.

A travers son approche stratégique relative aux produits pharmaceutiques dans l'environnement, l'exécutif européen définit six domaines d'action concernant toutes les étapes du cycle de vie des produits pharmaceutiques dans lesquels des améliorations peuvent être apportées.

Les domaines recensés comprennent des mesures visant à accroître l'utilisation prudente des produits pharmaceutiques et la sensibilisation à ce thème, à améliorer la formation et l'évaluation des risques, à récolter des données de surveillance, à encourager une «conception verte» de ces produits, à diminuer les émissions des fabricants, à réduire les déchets et à améliorer le traitement des eaux usées.

«Nous avons tous pour la plupart été amenés à prendre des médicaments au cours de notre vie. Nous ne sommes toutefois pas nombreux à être conscients qu'une partie de ce que nous consommons finit dans l'environnement, ce qui a des effets sur les espèces sauvages comme les poissons présents dans nos cours d'eau», a expliqué en présentation du plan le commissaire européen pour l'environnement, les affaires maritimes et la pêche, Karmenu Vella.

Et de conclure : «Nous devons réduire l'introduction de produits pharmaceutiques dans nos sols et nos cours d'eau, dans notre propre intérêt et afin de protéger la vie sauvage ainsi que l'environnement».

R. H.

Bordj Bou Arréridj

Caravane médicale de solidarité

Une caravane médicale de solidarité ciblant la population des zones enclavées de la wilaya de Bordj Bou Arréridj a été lancée lundi à l'initiative de la direction de l'action sociale (DAS), a indiqué le directeur local du secteur, Abdelkader Dehimi.

L'opération, dont le coup d'envoi a été donné depuis la localité de Ben Daoud (ouest de Bordj Bou Arréridj), a connu la participation d'une équipe de médecins spécialistes et de généralistes, de psychologues et d'assistants sociaux, a précisé à l'APS, le même responsable.

L'organisation de cette caravane, selon la même responsable, vise la prise en charge des malades chroniques, atteints de diabète, notamment et l'accompagnement psychologique des cancéreux, selon le même responsable relevant que des consultations médicales sont assurées lors de cette caravane médicale.

Aussi, des équipements seront attribués en faveur des catégories vulnérables et aux personnes au besoin spécifique et de kits d'hygiène dentaire seront remis aux enfants, a ajouté M. Dehimi.

A signaler que cette caravane médicale de solidarité a été organisée par la DAS en collaboration avec plusieurs associations, à l'instar de l'association «Les amis des malades», l'association des malades atteints de cancer de la commune d'El Anseur et l'association El Hayet des malades cancéreux de Ras El Oued.

K. B.

Sidi Bel-Abbès

Réouverture des marchés à bestiaux

Les marchés de bestiaux de la wilaya de Sidi Bel Abbès ont été rouverts cette semaine après une maîtrise des maladies de peste des petits ruminants et de la fièvre aphteuse, a-t-on appris, lundi de l'inspecteur vétérinaire de la wilaya.



Selon Kadi Diyafi, la première évaluation de situation a montré une maîtrise des deux zoonoses suite aux mesures préventives prises, d'où, a-t-il expliqué, la décision de réouverture des marchés après la désignation de vétérinaires permanents au niveau de ces sites commerciaux.

Les neuf marchés de la wilaya ont été fermés sur décision du wali dans le cadre des mesures visant la prévention de ces deux zoonoses. Ainsi, un vétérinaire ou deux sont désignés à travers chaque marché dans le cadre du contrôle vétérinaire permanent en vue d'une

prise en charge des ovins et caprins et assurer une intervention urgente en temps opportun en cas d'apparition de maladies.

Parallèlement, l'opération de vaccination du cheptel ovin et caprin se poursuit après la réception de nouvelles doses de vaccin. Le même responsable a signalé que plus de 80.000 têtes ovines et caprines ont été vaccinées contre la peste de petits ruminants à travers la wilaya de Sidi Bel Abbès.

Le taux de vaccination du bétail contre la peste de petits ruminants a atteint plus de 80 PC et l'opération se poursuit avec la mobilisa-

tion de moyens humains, matériels nécessaires pour la réussite de cette opération, a-t-on assuré de même source. L'opération a touché des troupeaux de 520 éleveurs ayant respecté les mesures d'hygiène pour éviter la propagation de cette zoonose.

Concernant la fièvre aphteuse, l'inspecteur vétérinaire de la wilaya de Sidi Bel Abbès a fait état de la vaccination, durant les trois derniers mois de 2018, de plus de 23.000 têtes bovines en attendant la vaccination en avril prochain et l'arrivée de nouvelles doses de vaccins.

K. G.

Khenchela

Un budget pour le projet de la ZET de Hammam Salihine

Un montant global de 210 millions de dinars a été alloué pour la concrétisation au cours de l'année 2019 du projet de développement de la zone d'expansion touristique de Hammam Salihine dans la commune d'El Hamma (Khenchela), a indiqué lundi le directeur local du Tourisme et de l'artisanat, Zoubir Bouakbache.

Ce montant est scindé en deux enveloppes financières de 200 et de 10 millions de dinars, puisées de la Caisse de garantie et de solidarité du ministère de l'intérieur et des collectivités locales, afin de développer cette région thermique et d'en faire "un pôle touristique d'excellence", a affirmé à l'APS ce responsable.

Cette ZET à concrétiser en deux opérations inscrites dans le cadre du programme de soutien à l'investissement public et privé dans

la région de Hammam Salihine dans la commune d'El Hamma, porte sur la réalisation de plusieurs travaux de pose de divers réseaux, d'aménagement urbain et de raccordement au gaz naturel en plus de l'aménagement de l'entrée du complexe de Hammam Salihine, selon la même source.

Il a en ce sens ajouté que la direction du Tourisme et de l'artisanat avait récemment déposé l'étude consacrée au plan d'orientation de l'expansion touristique dans la région de Hammam Salihine auprès du ministère de tutelle afin que ce plan soit publié dans le journal officiel et de permettre le lancement des divers projets d'expansion et la réalisation des infrastructures hôtelières et thermales dans cette région.

S'étendant sur une superficie constructible

de 327 hectares, cessibles aux investisseurs, le projet de la ZET recevra dans une première phase 19 projets touristiques, dont des hôtels et des complexes touristiques, totalisant une capacité de plus 2000 lits, a encore indiqué M. Bouakbache mettant en avant l'apport de ce projet dans le développement économique de cette région et la création d'emploi.

Il est à noter que le wali de Khenchela, Kamal Nouicer a dernièrement signé l'acte de concession d'exploitation et de gestion du complexe thermal Hammam Salihine au profit de l'Entreprise publique algérienne de génie rural (EAGR) ex- SAFA Aurès, après avoir constaté la dégradation avancée des conditions d'accueil et des prestations fournies par les anciens gérants des lieux.

H. B.

Ouargla

Le marché de gros des fruits et légumes bientôt livré

Le projet de marché régional de gros des fruits et légumes, en cours de réalisation dans la commune d'Ain-Beida, dans la périphérie d'Ouargla, sera bientôt livré, a-t-on appris lundi auprès de la direction locale du commerce (DC).

Le projet, dont les travaux de réalisation ont été confiés à l'entreprise publique économique pour la réalisation et la gestion des marchés de gros de fruits et légumes

"Magros", est à 80 % d'avancement de ses travaux et le reste à réaliser consiste en le raccordement aux réseaux divers et le parachèvement de 96 locaux, a-t-on précisé.

Implanté sur une superficie de 20 hectares, ce projet commercial comprend aussi un bloc administratif, une annexe bancaire, une salle d'exposition et un espace de tri et de conditionnement, selon sa fiche technique.

La wilaya d'Ouargla dispose actuellement de huit (8) marchés couverts, sept (7) autres hebdomadaires, un marché de gros de fruits et légumes, quatre (4) marchés de proximité, deux autres à bestiaux, deux abattoirs et une poissonnerie.

Pas moins de 41.289 commerçants, dont 35.492 commerçants physiques et 5.797 moraux, sont recensés par le secteur du commerce qui explique ce important nombre par

le dynamisme de l'activité commerciale que connaît la région, avec l'extension du tissu économique et le développement des activités agricoles.

Les activités commerciales exercées concernent notamment l'industrie, la production artisanale, le commerce de gros et de détail, en plus d'autres activités de services et d'import-export, selon les données de la direction du Commerce.

T. K.

Une convention a été signée Valorisation des déchets en papier et plastique à Djelfa

■ Une convention cadre a été signée, à Djelfa, entre quatre associations du domaine environnemental et des organismes publics, dans le cadre des efforts de valorisation des déchets en papier et en plastique, a-t-on appris, lundi, auprès des services de la wilaya.

Cet accord, premier du genre, dont l'encadrement a été assuré par le wali, Toufik Dhif, a pour objectif de "promouvoir l'activité de valorisation des déchets en papier et plastique, grâce aux associations du domaine et en coordination avec des partenaires publics, représentés par l'Administration locale et l'entreprise d'enfouissement technique des déchets", a-t-on ajouté de même source.

Selon Salah Chriet, directeur de l'Administration locale, la signature de cette convention cadre s'inscrit au titre de la mise en application des instructions du wali, qui a recommandé l'implication des associations environnementales de la wilaya, dans la collecte et valorisation des déchets en papier et en plastique, en collaboration, a-t-il dit, avec l'entreprise d'enfouissement technique des déchets, accueillant ce type de déchets recyclables.

Le succès de cette opération pourrait constituer un prélude pour d'autres initiatives similaires visant l'implication d'autres jeunes et associations du domaine dans la valorisation des déchets, a-t-il estimé.

Quant au directeur de l'entreprise d'enfouissement technique des déchets, Azouzi Lamine, il a souligné l'inscription de cet accord dans le cadre de l'encouragement et promotion de l'action des associations dédiées à la protection de l'environnement.

Le responsable a loué cette initiative locale du chef de l'exécutif, susceptible, selon lui, outre son intérêt environnemental, "de constituer une source de revenus pour les associations, tout en aidant à l'ancrage d'une culture de tri sélectif des déchets", a-t-il souligné.

Les représentants des associations signataires de cet accord cadre, n'ont pas manqué d'exprimer leur "engagement" à mettre toute leur expérience en œuvre pour la réussite de cette action.

H. T.

CONFLITS ▶▶

Syrie

La situation sanitaire et humanitaire a atteint «des niveaux insoutenables»

La situation sanitaire et humanitaire en Syrie a atteint «des niveaux insoutenables», a dénoncé, hier, l'ONG Médecins du Monde.



Dans un communiqué publié le jour où s'ouvre à Bruxelles la troisième Conférence pour l'avenir de la Syrie, MDM assure que «les besoins humanitaires, notamment en santé, sont immenses pour la population civile syrienne traumatisée et épuisée par un conflit qui n'en finit pas».

L'ONG rappelle que «plus de 400 000 personnes sont mortes et 13,2 millions ont besoin d'une assistance» dans le pays,

que les deux-tiers des personnels de santé ont quitté.

«Comment accepter que la Syrie soit le pays le plus dangereux pour le personnel de santé, avec 102 soignants morts en 2018 ?», s'est interrogé le docteur Philippe de Botton, président de Médecins du Monde. «Actuellement, 70% des attaques contre le personnel de santé dans le monde ont lieu en Syrie», a-t-il dit.

«Après huit ans d'un conflit épouvantable, nous pensions

avoir vu le pire, mais les années passent et le constat est de plus en plus alarmant. La relégation au second plan dans les médias de ce sujet ne doit pas nous faire oublier la tragédie en cours, notamment pour le personnel soignant», a-t-il ajouté. «15% des Syriens ont des besoins en santé mentale à cause des traumatismes subis, auxquels MDM tente de répondre», ajoute le communiqué.

«Cette crise invisible aura

des répercussions pour les générations à venir si les parties impliquées ne les prennent pas en compte», selon le texte.

«La Conférence sur la Syrie qui s'ouvre le 12 mars à Bruxelles doit répondre avec force à ces besoins et Médecins du Monde appelle la communauté internationale à ne pas se désengager de cette crise et à intensifier son soutien aux acteurs humanitaires», conclut le communiqué.

R. I.

L'offensive des FDS contre l'EI à Baghouz «pratiquement terminée»

L'offensive des Forces démocratiques syriennes (FDS) contre le dernier réduit du groupe Etat islamique (EI) dans la région de Baghouz (est de la Syrie) est pratiquement terminée, mais il faudra encore un peu de temps pour l'achever totalement, a déclaré mardi un porte-parole des FDS, Kino Gabriel.

L'enclave djihadiste a subi d'intenses bom-

bardements dans la nuit de lundi à mardi. Hier matin, la situation était calme.

«L'opération est pratiquement finie mais il faudra encore un peu de temps pour l'achever totalement sur le terrain», a dit Kino Gabriel à la chaîne de télévision Al-Hadath.

Les miliciens arabo-kurdes des FDS, soutenus par des frappes aériennes de la coalition internationale conduite par les Etats-Unis, ont

lancé, dimanche en fin d'après-midi, «l'assaut final» contre l'enclave de l'EI.

Des milliers de civils, en grande majorité des femmes et enfants de djihadistes, ont été évacués de la poche de Baghouz ces dernières semaines et «des milliers de combattants de l'EI» se sont rendus au cours du mois écoulé.

Reuters

Yémen

12 enfants et 10 femmes tués dans des bombardements

Douze enfants et 10 femmes ont été tués ces deux derniers jours au Yémen dans des bombardements qui ont touché des habitations de civils dans la province de Hajjah, au nord-ouest de la capitale Sanaa, a annoncé lundi l'ONU dans un communiqué.

En outre, ces frappes sur le district de Kouchar ont fait une trentaine de blessés, dont 14 enfants âgés d'un an à 18 ans. Certains ont été transférés vers des hôpitaux de Sanaa.

Le bureau des Nations unies chargé des Affaires humanitaires ne précise pas l'auteur de ces bombardements, mais les rebelles houthis ont accusé, dans leurs médias, la coalition militaire emmenée par l'Arabie saoudite qui intervient dans la guerre au Yémen en soutien aux forces progouvernementales.

Certaines zones de la province de Hajjah sont sous le contrôle des forces gouvernementales yéménites, tandis que d'autres, comme le district de Kouchar, sont aux mains des rebelles.

Le conflit au Yémen a fait quelque 10 000 morts, dont 2 200 enfants, depuis qu'une coalition militaire menée par l'Arabie Saoudite est intervenue en 2015 pour soutenir le gouvernement, selon un bilan partiel de l'Organisation mondiale de la santé.

Selon des estimations, 80% de la population yéménite, soit 24 millions de personnes, ont besoin d'une forme d'aide humanitaire ou de protection, dont 14,3 millions de manière urgente, d'après l'ONU.

R. I.

Afghanistan

Au moins 11 policiers tués dans une attaque talibane

Au moins 11 agents de la police ont été tués dans une attaque menée par des taliban dans la nuit de lundi à mardi sur des postes de contrôle de la province afghane de Badghis (ouest), a rapporté hier, la chaîne de télévision locale, Tolo News TV.

Des dizaines de taliban munis «d'armes à feu et d'armes lourdes» ont attaqué lundi soir les postes de contrôle de la police dans le district de Muqur, à 15 km au nord de la capitale provinciale Qala-e-Naw. «11 policiers ont perdu la vie lors des affrontements», a indiqué Ziaull Haq Firoz Koahi, conseiller du directeur général du gouvernement et résident de Badghis.

Ces affrontements ont porté le total des agents de police tués dans des affrontements à plus de 30 dans cette province, située à 555 km au nord-ouest de Kaboul.

Dimanche soir, plus de 20 soldats avaient été tués, 10 blessés et 28 enlevés par les taliban après leur attaque contre un camp militaire du district voisin de Bala Murghab.

Depuis le début de l'an dernier, les insurgés taliban ont intensifié leurs attaques contre les forces de sécurité et mené plusieurs attaques coordonnées à grande échelle contre des villes et des districts afghans. Les derniers affrontements ont eu lieu alors que les négociations politiques se poursuivaient entre les représentants des taliban et une équipe de négociation américaine, dirigée par Zalmay Khalilzad, représentant spécial des Etats-Unis pour la réconciliation afghane.

R. I.

Frontière russe

Un nouveau vol de reconnaissance d'un drone américain

Un drone de reconnaissance stratégique américain RQ-4B a effectué dimanche un vol près de la frontière occidentale russe, a annoncé le site PlaneRadar, spécialisé dans le suivi des déplacements des avions militaires.

Selon ce dernier, le drone immatriculé 10-2043 a décollé dans la matinée de dimanche de la base aérienne de Sigonella, en Italie, avant de voler pendant cinq heures et demie dans le ciel de Lituanie, le long de la frontière russe de la région de Kaliningrad.

Il a ensuite traversé la Lettonie et a rejoint l'espace aérien estonien où il a mené une reconnaissance près de la frontière occidentale des régions de Pskov et de Léningrad durant quatre heures et demie.

Ce drone a enfin survolé pendant une heure la frontière de la région de Kaliningrad et a regagné sa base à 21h30.

Ces derniers temps, les avions espions étrangers, et notamment américains, sont de plus en plus souvent aperçus en Russie. Au cours de l'année 2018, les militaires russes ont enregistré et escorté 980 000 aéronefs, dont 3 000 avions de combat étrangers ainsi que des avions espions.

T. L.

Soudan

Le Parlement raccourcit l'état d'urgence

Le Parlement soudanais a approuvé lundi l'instauration de l'état d'urgence mais uniquement pour six mois au lieu d'un an réclamé par le président Omar el-Béchir afin de contenir la contestation qui secoue le pays depuis près de trois mois.



"Un état d'urgence de six mois a été approuvé à la majorité", a déclaré le président du Parlement Ibrahim Ahmed Omer, après un vote sur le décret présidentiel, a

constaté un correspondant de l'AFP.

Le président soudanais, qui fait face à sa plus sérieuse contestation depuis son arrivée au pouvoir il y a 30 ans par un Coup d'Etat, avait déclaré le 22 février un état d'ur-

gence d'un an dans tout le pays dans l'espoir de mettre fin aux manifestations quasi quotidiennes réclamant sa démission.

Les protestations ont éclaté le 19 décembre après la décision du gouvernement de tripler le prix du

pain dans un pays en plein marasme économique.

Selon un bilan officiel, 31 personnes sont mortes depuis le début des manifestations. L'ONG Human Rights Watch (HRW) évoque le chiffre de 51 morts.

Une commission parlementaire avait été créée pour examiner le décret présidentiel et avait suggéré de raccourcir l'état d'urgence à six mois au lieu d'un an.

Lundi, le Parlement, dominé par le parti présidentiel (Parti du Congrès national), a approuvé cette recommandation.

Compromis

Ce vote intervient alors que les organisations de défense des droits humains estiment que l'état d'urgence entraîne de nombreux abus de la part des autorités.

"Le Parlement ne voulait pas rejeter le décret présidentiel, donc il a trouvé un compromis en maintenant l'état d'urgence pour six mois", estime Nabeel Adib, un célèbre défenseur des droits humains au Soudan.

"Mais pour moi, six mois ou un an, ce n'est pas très différent. Cette mesure viole des droits humains qui sont garantis dans la Constitution soudanaise", a-t-il ajouté.

Le ministre de la Justice, Mohamed Ahmed Salim, a lui défendu cette mesure.

"Nous avons une version douce de l'état d'urgence et les gens se plaignent malgré tout", a-t-il regret-

té.

M. Béchir, qui tient le pays d'une main de fer depuis 1989, a notamment ordonné la mise en place de tribunaux d'urgence pour juger toute personne ayant violé l'état d'urgence.

Il a également donné des pouvoirs étendus aux forces de sécurité et les services de renseignement pour mener des raids et des perquisitions.

Une responsable de l'opposition soudanaise a ainsi été condamnée dimanche à une semaine de prison, après avoir été arrêtée ainsi que sa soeur avec d'autres protestataires pour avoir tenté d'organiser une marche vers le Parlement contre l'état d'urgence imposé dans le pays.

Numéro deux du principal parti d'opposition al-Oumma dirigé par son père Sadek al-Mahdi, Mariam al-Mahdi a été condamnée par un tribunal d'urgence.

Elle a ensuite annoncé sur Facebook avoir "refusé de payer une amende" de 2.000 livres soudanaises (37 euros), ce qui rallonge son emprisonnement à trois semaines. Elle a été emmenée dans une prison à Omdourman, ville voisine de la capitale Khartoum. Outre l'état d'urgence, M. Béchir a répondu aux contestations en limogeant le gouvernement aux niveaux fédéral et provincial et en nommant à la tête des 18 régions du pays 16 officiers de l'armée et deux responsables de la sécurité. **AFP**

Guinée-Bissau

Forte participation aux législatives, résultats attendus aujourd'hui

Les habitants de Guinée-Bissau vont devoir attendre jusqu'à mercredi les résultats de leur vote aux élections législatives, marquées par une forte participation, pour savoir s'il permettra de dénouer une crise de plus de trois ans au sommet de l'Etat dans ce pays lusophone d'Afrique de l'Ouest. Le calme régnait lundi dans la capitale où la circulation, largement ralentie dimanche, avait repris avec des embouteillages sur les grands axes, selon des journalistes de l'AFP. Initialement attendue dans les 48 heures, la proclamation par la Commission nationale des élections (CNE) des résultats du scrutin pour pourvoir les 102 sièges de l'Assemblée nationale, à la proportionnelle à un tour aura finalement lieu mercredi, a annoncé la secrétaire exécutive adjointe de la CNE, Felisberta Vaz Moura.

"Nous appelons la communauté internationale et les médias en général à s'abstenir de diffuser des informations liées aux résultats. La seule structure habilitée à le faire est la CNE", a-t-elle rappelé, ces résultats

devant encore être validés ensuite par la Cour suprême. Le siège de la CNE était sous la surveillance la force de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), déployée depuis 2012 en Guinée-Bissau pour y sécuriser la transition politique après le dernier putsch, qui avait interrompu la présidentielle cette année-là, l'Ecomib.

La population et la communauté internationale espèrent que ce scrutin contribuera à résoudre, et non à aggraver, la crise que traverse le pays depuis le limogeage en août 2015 par le président José Mario Vaz de son Premier ministre de l'époque, le chef du parti historique PAIGC, Domingos Simoes Pereira, dont M. Vaz est pourtant issu.

Cette crise inquiète d'autant plus les observateurs que les élections de 2014 avaient marqué un retour progressif à l'ordre dans ce pays secoué par des tentatives de putsch à répétition, une instabilité propice à l'implantation de narcotrafiquants sous la protection de hauts gradés.

Jusqu'à la désignation en avril 2018,

grâce à une médiation de la Cédéao, d'un Premier ministre de consensus chargé d'organiser ces élections, Aristide Gomes, le Parlement a été bloqué pendant deux ans, empêchant le vote du budget et retardant encore le paiement des fonctionnaires, source perpétuelle de grèves dans ce pays financièrement précaire.

Majorité absolue ou alliance

La saisie pendant le week-end de quelque 800 kg de cocaïne dans un camion immatriculé au Sénégal, la plus importante depuis au moins 12 ans, selon des sources policières, est d'ailleurs venue rappeler l'importance du trafic de drogue dans l'économie parallèle dans cette ex-colonie portugaise.

Parmi les 21 formations en lice, avec pour la première fois un minimum de 36% de femmes candidates sur les listes, le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC), qui a conduit la lutte pour l'indépendance, espère retrouver sa majorité absolue de 57 sièges sur 102, pour s'adjuger le poste de Premier ministre.

Mais le Madem-G15, formé par 15 députés frondeurs du PAIGC, qu'ils ont amputé de sa majorité dans l'Assemblée sortante, et le Parti pour la rénovation sociale (PRS, 41 députés), réputé proche d'une partie de la hiérarchie militaire, comptent lui dénier cette victoire, éventuellement en formant une alliance, souhaitée par certains de leurs militants.

Un succès du PAIGC pourrait conduire à une nouvelle confrontation avec M. Vaz, qui a marqué sa préférence pour le PRS, alors qu'une élection présidentielle est prévue d'ici à la fin du premier semestre, dans ce régime hybride faisant exception en Afrique de l'Ouest, où le présidentielisme est la norme. "Rien ne dit que ces élections permettront de résoudre les problèmes qui minent le pays", avait prévenu en décembre le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, rappelant que la future révision de la Constitution appuyée par la communauté internationale vise à clarifier les rôles respectifs des deux têtes de l'exécutif. **AFP**

Acquitté par la CPI

Le Congolais Bemba demande 68 millions d'euros de dédommagement

L'ex vice-président congolais Jean-Pierre Bemba, acquitté par la Cour pénale internationale (CPI) de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité après près d'une décennie en détention, demande plus de 68 millions d'euros de dédommagement, a annoncé lundi son avocat. "Le but de cette demande est de tenter de réparer une partie des dommages causés à l'homme et à sa famille par son arrestation, sa détention et les

actes accessoires de la Cour et de certains États parties", a déclaré Peter Haynes dans un document transmis à la CPI.

"Un homme innocent a perdu 10 ans de sa vie", a-t-il souligné.

"Bien entendu, la Chambre ne peut pas revenir en arrière et lui rendre ces années. Le seul remède qu'elle puisse fournir est une réparation financière", a ajouté M. Haynes. M. Bemba, ancien riche homme d'affaires devenu chef de guerre puis vice-président, a

passé plus d'une décennie en détention après sa condamnation en première instance en 2016 à 18 ans de prison pour les meurtres, viols et pillages commis en Centrafrique par sa milice entre octobre 2002 et mars 2003.

A la surprise générale, la chambre d'appel a renversé la peine d'emprisonnement la plus lourde jamais imposée par la CPI, juridiction fondée en 2002 pour juger les pires crimes commis à travers le monde. Le Congolais,

reconnu responsable en 2006 d'une vague de meurtres et de viols commis par sa milice en Centrafrique, a été acquitté le 8 juin 2018 de toutes les charges retenues contre lui dans ce procès. La défense de M. Bemba demande à la CPI d'ordonner le versement "d'au moins 12 millions d'euros pour la durée de sa détention, 10 millions d'euros au titre de dommages et intérêts aggravés, 4,2 millions d'euros pour ses frais de justice et un montant d'au

moins 42,4 millions d'euros pour les dommages causés à ses biens", tels que le gel de ses avoirs.

La demande d'indemnisation formulée par les avocats de l'ex-chef de guerre est une première pour la CPI, qui a également acquitté en janvier l'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo de crimes contre l'humanité commis en 2010 et 2011 lors de violences post-électorales en Côte d'Ivoire. **AFP**

Le patron de l'ONU à Washington pour des discussions budgétaires épineuses

Le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres doit discuter aujourd'hui et demain à Washington avec les autorités américaines du financement des opérations de paix, dont le budget est déséquilibré par la baisse de la contribution des Etats-Unis.

De plus en plus alarmé par la trésorerie défaillante de l'ONU, M. Guterres multiplie depuis janvier les initiatives pour sensibiliser les Etats membres aux «problèmes financiers graves» auxquels est confrontée l'institution. Il y a consacré une rencontre mensuelle avec le Conseil de sécurité et a envoyé une lettre inquiète aux 193 membres des Nations unies réunis récemment pour pousser à des solutions.

Adopté chaque année en juin, le budget de l'ONU pour sa quinzaine d'opérations de paix employant plus de 100 000 Casques bleus est de 6,689 milliards de dollars.

Outre la réduction depuis 2017 de 28% à 25% de la contribution américaine (soit 220 millions de dollars par an en moins), Antonio Guterres fait face à de plus en plus de retards de paiements par les Etats membres, pouvant atteindre au total plusieurs centaines de millions.

Parmi les conséquences, l'ONU qui doit rembourser les pays ayant déployé des troupes dans des opérations accuse elle aussi des retards conséquents. Jusqu'à présent, le problème n'a pas poussé les pays à proposer moins de troupes, note-t-on à l'ONU. Mais jusqu'à quand ?

Les répercussions sont particulièrement importantes pour les gros fournisseurs de Casques bleus. En tête des pays auxquels l'ONU doit de l'argent figurent l'Ethiopie qui attend 41,6 millions de dollars, l'Inde 40,5 millions et le Pakistan 35,7 millions.

La décision du président Donald Trump de réduire la contribution financière américaine à 25% représente le plus gros casse-tête pour Antonio Guterres. De nombreux pays sont réfractaires à se substituer aux Etats-Unis, qui ne sont pas parvenus fin 2018 à faire entériner par l'ONU le principe d'une part américaine réduite. «Compenser, c'est leur donner raison» et pourrait servir de précédent à d'autres, résume un diplomate. «Pourquoi devrions-nous régler un problème créé par un seul d'entre nous ?»,



fustige un autre diplomate.

Etats-Unis bénéficiaires ?

Selon Washington, la répartition des contributions n'est plus juste, avec des pays ne payant pas assez au vu de leurs possibilités. En ligne de mire figurent l'Arabie Saoudite, le Qatar, les Emirats Arabes Unis, la Turquie, Singapour, Brunei, le Brésil, le Mexique ou l'Inde.

«La capacité américaine devrait plutôt se traduire par une contribution à 29%», rétorque un diplomate africain, en soulignant que Washington «est le premier bénéficiaire» des opérations de paix.

Sans mission de l'ONU dans certains pays, l'engagement et le coût pour les Etats-Unis seraient démultipliés, note une source. Dans les opérations, les Etats-Unis «sont le

premier vendeur de biens et de services», précise un autre diplomate.

Alors, quelles solutions, sachant qu'aucune sanction n'est prévue pour ceux qui ne paient pas la totalité de leur dû ou s'exécutent avec retards, et qu'une réduction des dépenses ne peut compenser le manque à gagner» comme l'a admis lui-même Antonio Guterres ?

A Washington, le secrétaire général pourrait développer plusieurs idées, selon des sources diplomatiques. Par exemple, pouvoir transférer de l'argent d'une mission de paix à une autre. Pour un spécialiste du dossier s'exprimant sous couvert d'anonymat, «les Etats membres n'aiment pas cela». «Cela pose des problèmes techniques de comptabilité et politiques car certains Etats peuvent vouloir financer certaines opérations plus que

d'autres».

Antonio Guterres souhaiterait aussi créer un fonds avec l'argent non dépensé dans les opérations. Lorsque cela arrive, l'ONU est tenue de rembourser les pays membres. Pour se donner de la flexibilité budgétaire, le patron de l'ONU «veut garder cela» pour atténuer ses problèmes de trésorerie, précise une source. Le secrétaire général pourrait aussi vouloir élever le niveau des contributions au début des missions, traditionnellement établies au plus bas, indique un diplomate. Mais en période économique difficile, l'idée risque de ne pas être très populaire. Dans le passé, il est déjà arrivé que des imprévus surgissent et le chef de l'ONU a la possibilité de réclamer des versements exceptionnels, rappelle le spécialiste du dossier.

AFP

Merkel prend ses distances avec Macron sur l'Europe

■ Un mois et demi seulement après avoir célébré en grande pompe leur coopération avec un nouveau traité franco-allemand, Angela Merkel et Emmanuel Macron affichent leurs divergences sur l'avenir de l'Europe à l'approche des élections de mai.

La chancelière allemande a apporté lundi publiquement son soutien à des propositions de son parti conservateur pour l'Europe qui se démarquent de celles du président français, prônant notamment un siège européen unique au Conseil de sécurité de l'ONU.

«Je pense qu'il s'agit d'un très bon concept pour l'avenir», a déclaré la chancelière allemande à Berlin à propos des projets de l'Union européenne publiés au cours du week-end par celle qui l'a remplacée en décembre à la tête du parti démocrate-chrétien allemand (CDU), Annegret Kramp-Karrenbauer - surnommée AKK - et qui part favorite pour lui succéder au pouvoir au plus tard en 2021.

Parmi ces propositions, qui se veulent une réponse aux idées pour l'Europe récemment présentées par Emmanuel Macron, figurent, notamment la création d'un siège européen au Conseil de sécurité de l'ONU.

Et Mme Merkel a souligné que ce siège avait vocation «à réunir les voix européennes au Conseil de sécurité de l'ONU», et donc à faire disparaître celui dont dispose la France pour elle seule depuis la fin de la Seconde guerre mondiale. Une perspective qui risque d'être difficile à faire accepter par Paris.

«Le fait que la France est sceptique au sujet d'un siège européen à l'ONU est connu», s'est bornée à dire la chancelière, interrogée lors d'une conférence de presse avec son homologue letton. En prônant une telle évolution, la chancelière et son parti se rangent aux côtés d'une idée déjà défendue par son partenaire minoritaire de coalition, le parti social-démocrate.

Parlement de Strasbourg

Ce sujet n'est pas seul potentiellement conflictuel avec la France dans le programme des conservateurs allemands.

Il demande aussi la suppression du Parlement européen à Strasbourg, auquel tient la France, qui risque du coup de se retrouver très isolée sur le sujet.

«Nous devons aussi prendre des décisions

trop longtemps différées et abolir les anachronismes. Cela vaut notamment pour le regroupement du Parlement européen en son siège à Bruxelles», a ainsi martelé «AKK».

Son projet s'oppose en outre à un salaire minimum européen, proposé par Emmanuel Macron dans le cadre d'un «bouclier social» pour les Européens, ou encore à toute mutualisation des dettes en Europe. Alors que le président français milite ardemment pour la création d'un budget significatif de la zone euro visant à financer en commun des projets d'avenir. Les différences entre les projets allemand et français doivent être replacées dans le contexte de la campagne pour les élections européennes, où les formations d'Emmanuel Macron et Angela Merkel sont rivales.

Critiques françaises

La République en marche, parti fondé par Emmanuel Macron, fera front commun avec les Libéraux au plan européen, tandis que la CDU d'Angela Merkel fait campagne avec les conservateurs du Parti populaire européen (PPE), dont est aussi membre le mouvement des Républicains (droite), dans l'opposition en

France.

Il n'empêche que la réponse allemande aux récentes propositions du président français prend des allures de rebuffade quelques semaines après les célébrations autour du nouveau traité de coopération franco-allemande, signé fin janvier à Aix-la-Chapelle.

Le porte-parole du gouvernement français Benjamin Griveaux a tenté d'en relativiser la portée lundi en parlant de seulement «trois points de divergence» sur le rejet du salaire minimum, le siège à l'ONU et le Parlement européen à Strasbourg. Mais «ce n'est pas le projet que nous portons», a-t-il ajouté.

La ministre française des Affaires européennes, Nathalie Loiseau, a elle clairement critiqué le refus par la droite allemande de la communautarisation des dettes. «Quand je continue à entendre qu'il ne faut pas mutualiser les risques, ça veut dire on ne bouge pas, on ne change rien et à la prochaine crise dans la panique on s'apercevra qu'il faut faire quelque chose», a-t-elle dit lundi, interrogée par France Inter/Le Monde/France Télévisions.

AFP

Venezuela



L'opposition décrète l'état d'alerte après 100 heures de panne

L'Assemblée nationale, dominée par l'opposition, a placé lundi le Venezuela en "état d'alerte", arguant de la situation "calamiteuse" du pays, confronté à une catastrophe alimentaire et sanitaire après 100 heures de panne de courant.

Le décret soumis au Parlement par son président Juan Guaidó, également président par intérim autoproclamé reconnu par une cinquantaine de pays, fait appel à la «coopération internationale» pour sortir le pays de l'ornière.

Malgré le retour progressif du courant dans plusieurs quartiers de Caracas, la situation reste chaotique pour la population: se procurer de l'eau et de la nourriture à un prix abordable devient une véritable gageure plus de quatre jours après le déclenchement de la pire panne qu'ait connue le pays. Et le moindre bloc de glace se négocie, comme tout le reste, en dollars, jusque dans les moindres recoins du pays.

Le ministre de l'Information, Jorge Rodríguez, a annoncé que, sur ordre du président Nicolas Maduro, mardi serait de nouveau chômeur: le pays qui sortait à peine des vacances de carnaval est à l'arrêt depuis vendredi matin.

Devant les députés réunis en session extraordinaire, M. Guaidó a de nouveau appelé la population à manifester mardi: «Demain, à trois heures, tout le Venezuela dans les rues!», a-t-il lancé.

«Non, la situation n'est pas normale au Venezuela et nous n'allons pas laisser s'installer cette tragédie», a-t-il insisté. Il a demandé aux «ambassadeurs» qu'il a nommés pour le représenter à l'étranger de coordonner le soutien international au Venezuela.

«Pas de pétrole pour Cuba»

Il a également décrété la suspension des livraisons de pétrole à Cuba, défendant la nécessité de faire «des économies d'énergie», au moment où la population est

confrontée à la pire crise énergétique de l'histoire du pays, malgré ses colossales réserves d'or noir.

Surtout, M. Guaidó a affirmé que Cuba menait «une mission obscure» au Venezuela, accusant ses services de renseignement de faire partie de l'appareil d'Etat.

«Plus de pétrole pour Cuba!» s'est-il écrié, alors qu'en vertu d'accords bilatéraux signés avec l'ex-président Hugo Chavez, le Venezuela envoie environ 90 000 barils par jour à son allié socialiste.

Cette mesure a peu de chances d'être appliquée tant que M. Maduro bénéficie du soutien de l'armée, qui gère l'industrie pétrolière. Mais elle a aussitôt suscité une vive réaction de La Havane a qui a dénoncé dans un communiqué des «mensonges».

De son côté, le chef de la diplomatie américaine Mike Pompeo a dénoncé «le rôle central de Cuba et de la Russie», selon lui, pour «saper les rêves démocratiques et le bien-être des Vénézuéliens».

Selon la Constitution, la proclamation de l'état d'alerte - phase préliminaire à l'état d'urgence - ouvre théoriquement la voie aux quelque 250 tonnes d'aide humanitaire stockées par l'opposition aux portes du Venezuela et bloquées par le gouvernement, qui dénonce une tentative masquée d'intervention militaire américaine.

M. Maduro a attribué la panne électrique géante qui affecte l'ensemble du pays à une attaque «cybernétique» fomentée par les Etats-Unis avec l'opposition contre la principale centrale hydroélectrique vénézuélienne, qui fournit près de 80% de l'électricité du pays.

Pillages et décès

Une explication qualifiée de «scénario hollywoodien» par M. Guaidó, qui a dénoncé devant les députés «la corruption et l'impérialisme» des services publics chargés de l'électricité.

L'eau et la nourriture commençant à manquer, le gouvernement a procédé aux premières distributions d'eau dans les quartiers populaires. Des pillages ont été cependant signalés à Caracas et Maracaibo, dans l'ouest.

Selon des ONG, la panne a déjà provoqué la mort d'au moins 15 malades dans les hôpitaux - dont très peu sont équipés de générateurs en état de marche. Ces bilans ont été démentis dimanche par le ministre de la Santé, Carlos Alvarado.

Mais il est impossible de savoir ce qui se passe dans le pays, faute de moyens de communication. Parallèlement, Washington a sanctionné lundi la banque russe Evrofinance Mosnarbank et ceux qui font affaire avec elle pour son «soutien» au pouvoir en place à Caracas.

Le gouvernement du président Donald Trump avait déjà annoncé une série de sanctions économiques, notamment contre la compagnie pétrolière publique PDVSA.

La confrontation entre MM. Guaidó et Maduro dure depuis le 23 janvier. Mike Pompeo a reconnu que les Etats-Unis auraient «préféré que les choses se passent plus rapidement». «Mais j'ai pleine confiance», a-t-il ajouté. «Les choses bougent dans la direction voulue par les Vénézuéliens et vont continuer ainsi», a affirmé le secrétaire d'Etat américain.

Corée du Nord: Washington ne veut pas d'une dénucléarisation "progressive"

■ Les Etats-Unis ne veulent pas d'une dénucléarisation «progressive» de la Corée du Nord, a déclaré lundi l'émissaire américain, Stephen Biegun, confirmant que Washington réclame un désarmement total et rapide en échange d'une levée des sanctions.

Tout en assurant qu'il n'y avait pas de «calendrier artificiel», M. Biegun a réaffirmé que l'administration de Donald Trump souhaitait aboutir à cette «dénucléarisation définitive et entièrement vérifiée» d'ici «la fin du premier mandat du président», en janvier 2021.

Cela inclut l'abandon des programmes d'armes chimiques et biologiques, a-t-il insisté lors d'une conférence organisée à Washington par le cercle de réflexion Carnegie Endowment for International Peace.

Mais «il ne peut y avoir d'accord global tant qu'il n'y a pas d'accord sur chaque point», a-t-il ajouté.

Donald Trump et Kim Jong Un ont échoué, lors de leur deuxième sommet fin février à Hanoï, à conclure un accord sur le désarmement atomique de la Corée du Nord. Selon Stephen Biegun, le dirigeant nord-coréen a proposé de démanteler «une partie de leur programme nucléaire en échange de la levée, en substance, de toutes les sanctions».

Cela aurait placé la communauté internationale dans «une position très difficile qui reviendrait à subventionner la poursuite potentielle du développement des armes de destruction massive en Corée du Nord», a-t-il fait valoir.

Pyongyang affirme n'avoir demandé qu'une levée partielle des sanctions, mais Washington estime qu'il s'agit de celles qui sont les plus importantes pour maintenir la pression économique sur le régime reclus.

«La porte reste ouverte»

«On ne va pas faire la dénucléarisation de manière progressive», a martelé le représentant spécial des Etats-Unis, niant tout durcissement de la position américaine. «On ne va pas lever ces sanctions tant que la Corée du Nord n'aura pas achevé le processus de dénucléarisation», a-t-il ajouté, et le gouvernement américain est selon lui «uni» sur cette ligne.

Du coup, que proposent les Américains, dans l'immédiat, pour encourager les Nord-Coréens à abandonner leur bombe atomique?

Stephen Biegun a mis en avant le fait que le processus pourrait être mené à son terme rapidement - «environ un an» si «nous mobilisons pleinement nos ressources». Cela permettrait à Pyongyang, selon lui, d'entrevoir une levée prochaine des sanctions.

D'autre part, les Etats-Unis ne sont pas opposés à «des mesures» non liées aux sanctions «pour bâtir la confiance entre nos deux pays», a ajouté l'émissaire, évoquant, par exemple, un «bureau de liaison» qui aurait pour but notamment de gérer la présence en Corée du Nord d'inspecteurs américains, s'ils venaient à être admis sur place. Il a assuré que d'autres mesures étaient discutées, sans plus de précisions.

Les négociations à Hanoï ont buté notamment sur la définition du programme nucléaire et d'armes de destruction massive nord-coréen. Alors que Kim Jong Un proposait de démanteler le complexe atomique de Yongbyon, Stephen Biegun a rapporté que les deux camps n'étaient pas d'accord sur ce que cela devait inclure. Pour cela, Washington réclame une «déclaration complète», c'est-à-dire un inventaire, du programme nord-coréen.

Malgré tout, le négociateur américain a assuré que des «progrès» avaient été réalisés au Vietnam.

«La porte reste ouverte» à la poursuite de négociations avec Pyongyang, a-t-il dit, mais «les Nord-Coréens doivent être totalement investis».

Deux catastrophes en quatre mois

Les USA disent que le Boeing 737 MAX 8 reste sûr après le crash

Les Etats-Unis ont dit lundi aux compagnies aériennes qu'il n'y avait pas de danger à faire voler les 737 MAX 8 de Boeing alors que les enquêteurs ont retrouvé les deux boîtes noires de l'avion d'Ethiopian Airlines qui s'est écrasé dimanche.

L'avion s'est écrasé peu après avoir décollé d'Addis-Abeba à destination de Nairobi, au Kenya, tuant les 157 personnes à bord, dont neuf Français et de nombreux autres Occidentaux.

La catastrophe, la seconde en un peu plus de quatre mois impliquant le modèle le plus récent du Boeing 737, l'avion de ligne le plus vendu au monde, a conduit Ethiopian Airlines, mais aussi la Chine et l'Indonésie, à clouer au sol leurs flottes de MAX 8.

Lundi soir, l'administration américaine de l'aviation civile (Federal Aviation Administration, FAA) a émis un "avis de maintien de la navigabilité" pour assurer aux compagnies que l'avion est sûr. Elle a ajouté qu'elle restait en contact avec les autorités internationales de l'aviation civile et prendrait des mesures immédiates si elles détectaient des problèmes de sécurité.

La compagnie américaine à bas coûts Southwest Airlines, qui exploite la plus importante flotte de 737 MAX 8 avec 31 appareils, a déclaré qu'elle restait confiante dans la sécurité et la navigabilité de



sa flotte de plus de 750 avions Boeing.

Le directeur général de Boeing Dennis Muilenburg a annoncé de son côté qu'il était convaincu de la sécurité du 737 MAX dans un courriel à ses employés auquel Reuters a eu accès.

Les enquêteurs en Ethiopie ont

trouvé deux boîtes noires qui aideront à comprendre ce qui s'est passé juste avant le crash.

Le constructeur, la compagnie et les assureurs devraient faire face à d'importantes demandes de dommages et intérêts à la suite de l'accident, rapportent des sources du secteur. La valeur d'assurance de l'avion en lui-même était probablement d'environ 50 millions de dollars (environ 45 millions d'euros). Boeing a refusé tout commentaire sur sa couverture d'assurance.

L'ACTION BOEING A CHUTÉ

Le titre Boeing a abandonné jusqu'à 13,5% en début de séance, sa plus forte baisse depuis le 11 septembre 2001, dans la crainte qu'un deuxième crash en si peu de temps ne révèle des défauts de conception de l'avion. Mais certains investisseurs ont rapidement voulu

profiter de la baisse pour revenir sur le titre, dont la valeur a triplé au cours des trois dernières années. L'action a finalement perdu 5,36% en clôture.

L'avion s'est écrasé dimanche peu après son décollage d'Addis-Abeba. Le pilote avait signalé auparavant des "difficultés" et demandé à faire demi-tour, a déclaré le PDG d'Ethiopian Airlines.

Les victimes sont d'une trentaine de nationalités différentes. Parmi elles figurent 22 employés des Nations unies.

"L'avion était tout près du sol et il a entamé un virage. Nous avons vu des papiers tomber de l'appareil", a raconté à Reuters un témoin, Malka Galato. "Les vaches qui paissaient dans les champs ont été prises de panique (...) Il y avait de la fumée et des étincelles à l'arrière de l'avion."

Le Boeing "a vainement tenté de reprendre de l'altitude, il a fait un écart, il y avait de la fumée blanche, des objets, des vêtements qui tombaient, et puis il s'est écrasé", a déclaré un fermier qui a assisté au drame, Tamirat Abera.

Sur le site de la catastrophe, des hommes de la Croix-Rouge s'employaient lundi à récupérer les corps et les bagages des victimes, parmi lesquelles des travailleurs humanitaires, des médecins et des professeurs.

A Nairobi, plaque tournante de l'aide humanitaire dans la région, un sommet s'est ouvert par une minute de silence en mémoire des employés des Nations unies qui ont péri.

"C'est pour nous l'une des pires catastrophes de ces dernières années", a déclaré Michael Moller, chef de l'Onu à Genève.

Ethiopian Airlines a précisé que le commandant de bord, Yared Getachew, qui possédait la double nationalité éthiopienne et kényane, était un pilote expérimenté avec plus de 8.000 heures de vol.

Le Boeing qui s'est écrasé avait été reçu par la compagnie éthiopienne en novembre dernier et avait volé plus de 1.200 heures. Dimanche, il venait de revenir de Johannesburg.

Selon le site Flightradar24, l'appareil a eu une vitesse ascensionnelle erratique après son décollage d'Addis-Abeba.

Il est monté à près de mille pieds avant de redescendre à 450 pieds puis de remonter rapidement à 900 pieds, jusqu'à ce qu'il disparaisse des écrans radar.

Reuters

Venezuela

Les USA vont rappeler le reste du personnel diplomatique

Les Etats-Unis vont rappeler cette semaine le reste du personnel diplomatique qui se trouvait encore au Venezuela, a annoncé lundi soir le département d'Etat.

"Comme ce fut le cas quand nous avons décidé le 24 janvier de rappeler toutes les personnes à charge et de réduire au mini-

mum le personnel de l'ambassade, cette décision reflète la détérioration de la situation au Venezuela mais aussi la conclusion que la présence du personnel diplomatique américain à l'ambassade est devenue une contrainte pour la politique américaine", précise le communiqué.

Fin janvier, le département

d'Etat américain a ordonné à certains membres de son personnel diplomatique de quitter le Venezuela et a également conseillé aux ressortissants américains de partir, après que Donald Trump a reconnu Juan Guaido comme nouveau chef de l'Etat au Venezuela.

Reuters

Technologie sans fil

L'Allemagne miss en garde contre le recours à

Les Etats-Unis ont mis en garde l'Allemagne contre l'utilisation de la technologie sans fil du constructeur chinois Huawei pour faire évoluer de son réseau sans fil vers la 5G, rapporte le Wall Street Journal lundi.

Il s'agit de la première mise en garde explicite de l'administration américaine pour inciter les autorités allemandes à refuser de confier à Huawei l'architecture de leur futur réseau 5G.

Cette mise en garde a été for-

mulée dans une lettre de l'ambassadeur des Etats-Unis en Allemagne, Richard Grenell, datée de vendredi, précise le WSJ.

Le ministre allemand de l'Economie Peter Altmaier avait affirmé jeudi sur la chaîne ZDF qu'il ne souhaitait pas exclure Huawei tout en précisant qu'une modification de la législation serait nécessaire pour s'assurer que tous les composants du réseau 5G seraient sécurisés.

Dans son courrier, l'ambassa-

teur Grenell rappelle que, suivant le droit chinois, les entreprises chinoises peuvent être contraintes à soutenir les agences de sécurité chinoises et que l'inspection des logiciels mis au point par Huawei ne garantit pas l'absence de failles de sécurité, ajoute le WSJ.

La bataille qui s'engage autour de Huawei fait partie du bras de fer plus général que se livrent les Etats-Unis et la Chine notamment dans le domaine commercial.

Reuters

Législatives en Corée du Nord

Un taux de participation de 99,99% enregistré

Le taux de participation aux élections législatives qui se ont déroulées durant le week-end en Corée du Nord était de 99,99%, un score qui améliore les 99,97% déjà remarquables recensés au scrutin précédent, selon la presse.

La formation de Kim Jong Un, le Parti des travailleurs au pouvoir, dirige d'une main de fer la République populaire démocratique de Corée (RPDC), nom officiel du pays.

Tous les cinq ans cependant, des millions d'électeurs sont invités à élire les membres de l'Assemblée suprême du peuple (ASP), le Parlement nord-coréen. Mais il n'y a qu'un seul candidat par circonscription, dûment approuvé au préalable, si bien que le résultat ne fait jamais de doute.

Cette année, le taux de participation a frôlé les 100%, seuls les électeurs "se trouvant à l'étranger ou travaillant en mer" n'ayant pu prendre part au vote, a déclaré l'agence de presse nord-coréenne.

Comme en 2014, chacun des 687 candidats a obtenu 100% des voix. "Tous les électeurs ont participé comme un seul homme à ce scrutin qui cimenter le pouvoir d'un peuple aussi solide qu'un roc", a ajouté l'agence, qui cite un rapport publié par le Comité électoral central.

"Cent pour cent d'entre eux ont voté en faveur des candidats à la députation à l'ASP enregistrés dans les circonscriptions pertinentes".

R. N.

Pérou

Saisie de 2 tonnes de cocaïne

Plus de deux tonnes de cocaïne sur le point d'être expédiées aux Etats-Unis ont été saisies dans le nord du Pérou et sept narcotrafiquants présumés ont été arrêtés, a annoncé lundi la police péruvienne.

"Nous avons saisi plus de deux tonnes de cocaïne qui allaient partir pour les Etats-Unis par voie maritime" depuis la région de Piura, frontalière avec l'Equateur, a annoncé à la presse le commandant général de la police, José Luis Lavalle. "Sept personnes --cinq Mexicains et deux Péruviens-- ont été arrêtées", a ajouté M. Lavalle. Les policiers ont également saisi dix véhicules, deux embarcations, des armes à feu et des équipements de communication.

Selon le chef de la police péruvienne, la valeur de ce chargement de drogue sur le marché américain aurait atteint 61 millions de dollars.

Jeudi, la police péruvienne avait saisi dans le port de Callao, près de Lima, deux autres tonnes de cocaïne qui attendaient d'être expédiées vers le Mexique. Le Pérou est, avec la Colombie et la Bolivie, un des principaux producteurs de cocaïne dans le monde. Selon les autorités, plus de 400 tonnes de cette drogue y sont produites chaque année.

R. I.

En visite à Jijel

Mihoubi affirme la remise de plus de 10 000 cartes d'artistes

Le ministre de la Culture, Azzedine Mihoubi, a affirmé, lundi à Jijel, que plus de 10 000 cartes d'artistes ont été remises à travers le pays et que l'opération touchera tous les artistes.



Présidant à la Maison de la culture Amor Oussedik la remise des cartes d'artistes à des figures artistiques locales, le ministre a assuré que l'opération se poursuivra pour toucher tous les artistes, affirmant que «d'autres avantages leurs seront accordés à l'avenir».

Azzedine Mihoubi a mis l'accent sur les réalisations obtenues par le secteur de la Culture au cours des dernières années, avec notamment le rétablissement de la paix et la loi sur la Réconciliation nationale, sou-

lignant la nécessité de «reconnaître ces réalisations et les préserver et de placer l'Algérie au-dessus de tout autre considération».

A la Maison de la culture, le ministre a visité des expositions d'arts plastiques, d'artisanat et a pris connaissance des publications des intellectuels locaux, avant de suivre un exposé sur le secteur et d'assister à des récitals poétiques.

M. Mihoubi a également présidé la signature d'une convention entre les directions de la culture et des oeuvres universitaires pour

encourager les talents universitaires et le jumelage des programmes.

Le ministre a relevé au début de sa visite la nécessité de «soutenir l'action culturelle et les associations actives», avant de visiter le chantier d'une bibliothèque principale de lecture publique, dont le taux d'avancement des travaux affichent 90%.

Mobilisant 355 millions de DA, cette structure comptera une salle des congrès et trois salles de lecture, outre un pavillon administratif.

Azzedine Mihoubi a

insisté sur l'exploitation idoine de cet espace et a appelé à suivre les évolutions pour permettre à cette structure de rester en permanence un centre d'attraction des acteurs culturels.

Le ministre a également visité sur le même site, le chantier d'un théâtre régional mobilisant 730 millions de DA et a insisté sur le respect des normes en vigueur pour ce type de structures devant accueillir de multiples activités culturelles. Il a, en outre, inauguré le nouveau siège de la culture de la wilaya.

R. C.

Maison de la culture Ould Abderrahmane Kaki de Mostaganem

Lancement du Prix Mohamed Khadda des arts plastiques

La 4^{ème} édition du Prix Mohamed Khadda des arts plastiques a été lancée, lundi, à la Maison de la culture Ould Abderrahmane Kaki de Mostaganem.

Cette édition, qui se poursuivra jusqu'au 13 mars courant, enregistre la participation d'une vingtaine d'artistes venus de 20 wilayas du pays en lice pour ce prix, fondé il y a cinq ans en hommage à l'artiste plasticien défunt, Mohamed Khadda (1930-1990).

Au programme de cette manifesta-

tion, qui enregistre également la participation de peintres d'Egypte, d'Irak, de Syrie, du Maroc et de Palestine, figurent des concours qu'abriteront la Maison de la culture Ould Abderrahmane Kaki et la bibliothèque principale de lecture publique Moulay Belhamissi.

Des universitaires et chercheurs feront des interventions sur «la réalité des arts plastiques» et «la problématique entre l'art moderne et contemporain», en plus d'un concours dédié aux enfants sous le thème «Un conte en

tableau d'art» encadré par l'artiste Faïza Benyahia.

Pour rappel, le prix Mohamed Khadda des arts plastiques a été créé en 2014, à la suite du Colloque national d'arts plastiques organisé à Mostaganem, l'année d'avant.

Les artistes Abdellah Benhimeur, Abdellaoui Mourad et Taleb Djamel ont décroché cette distinction respectivement en 2014, 2015 et 2016, rappelle-t-on.

K. L.

Oum El Bouaghi

Réception du Centre culturel islamique et de son annexe

Le projet du Centre culturel islamique et de son annexe sera réceptionné en 2019, a-t-on appris lundi du directeur des affaires religieuses de la wilaya de Oum El Bouaghi, Belkhir Boudraâ. Un budget de plus de 200 millions de DA a été alloué à l'équipement de ce centre de la ville de Oum

El Bouaghi, parachevé en travaux, a indiqué à l'APS le même responsable détaillant que sa réception est prévue «avant le début du mois de Ramadhan prochain».

Le directeur des affaires religieuses a, dans ce même registre, fait savoir que le projet de réalisation de l'annexe de cet établissement dans la

ville de Aïn Beida, pour un montant de 110 millions de DA, a atteint un taux d'avancement de 90%.

Concernant les autres projets du secteur, ce responsable a relevé que les mosquées en cours de réalisation dans les communes de Aïn Beida et Boughrara Saoudi, pour un budget total de 140

millions de DA, «seront réceptionnées dans le courant de l'année 2019».

Il s'agit, en l'occurrence, de la mosquée El Hidaya à Aïn El Beida et la mosquée Omar Ibn El Khatâb à Boughrara Saoudi qui enregistrent respectivement un taux d'avancement de 80 et 40%, a-t-on noté.

K. F.

À travers les mosquées du pays Début de la lecture des ouvrages *Sahih El Boukhari* et *Mouatae El Imam Malek*

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Mohamed Aïssa, a donné, lundi, à la mosquée El Qods d'Alger, le coup d'envoi de la lecture, à travers l'ensemble des mosquées de la République, de *Sahih El Boukhari* et *Mouatae El Imam Malek Ibn Anas*.

La cérémonie du coup d'envoi s'est déroulée à la mosquée El Qods sise à Hydra à Alger, en présence du directeur de l'Office national du Hadj et de la Omra (Onho), Youcef Azzouza, du directeur des Affaires religieuses de la wilaya d'Alger, Zoheir Boudraâ, d'un nombre de chouyoukh, d'imams, de cadres du ministère et de la presse nationale. M. Aïssa a rappelé, à cette occasion, que la lecture de *Mouatae El Imam Malek* et de *Sahih El Boukhari*, se veut une tradition louable célébrée, chaque année, par la société algérienne qui la perpétue également, à travers toutes les mosquées de la République. M. Aïssa a affirmé que la lecture des ouvrages sur la noble tradition du Prophète (Qsssl), célébrée particulièrement par l'Algérie et par les pays du Maghreb arabe en général, par la clôture de *Mouatae El Imam Malek* et de *Sahih El Boukhari*, traduit aussi l'attachement du peuple algérien musulman au Saint Coran, à la tradition du Prophète (Qsssl) et au référent religieux national. Le ministre a exhorté les imams à la recherche, à l'ijtihad et à extraire les préceptes des paroles rapportées sur le prophète (Qsssl) et de les expliquer aux jeunes, afin de suivre l'exemple et la voie de la noble tradition du prophète.

Le ministère des Affaires religieuses et des Waqfs tient à célébrer cette tradition à travers les mosquées du pays à partir de mars, la lecture devant être clôturée dans la soirée de Leïlat El Qadr (la nuit du 27^e jour du Ramadhan).

K. L.

Pour un problème de salaires Les musiciens de l'Orchestre symphonique de Chicago en grève

Les membres de l'Orchestre symphonique de Chicago, l'un des plus renommés des Etats-Unis, se sont mis en grève lundi après 11 mois de discussions salariales infructueuses.

Les musiciens affirment que leur employeur cherche à rogner sur leurs salaires et autres avantages sociaux malgré des revenus à la hausse.

«La direction essaie de réduire nos prestations de base et de mettre fin à nos droits garantis à la retraite, ce qui affecterait nos membres et présenterait un danger pour l'avenir même de l'orchestre», a déclaré le bassiste, Steve Lester, qui mène les négociations au nom des musiciens.

Ces derniers prévoient de tenir un piquet de grève devant le centre symphonique de Chicago jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé.

Le conseil d'administration de l'orchestre s'est dit déçu par ce mouvement de grève, en plein coeur de la saison. Il juge les exigences des musiciens «déraisonnables et préjudiciables pour l'avenir de l'orchestre à long terme».

Alors que le prochain concert a été programmé hier, Helen Zell, présidente du conseil d'administration, a assuré qu'aucune annulation n'était prévue jusqu'ici.

Le directeur musical de l'orchestre, l'Italien Riccardo Muti, a, de son côté, apporté son soutien aux grévistes. «Je comprends leurs besoins et la façon dont ils devraient être traités, eux qui comptent parmi les meilleurs musiciens au monde», a-t-il écrit dans un courrier au conseil d'administration.

«J'espère que l'on offrira aux artistes la tranquillité et la sérénité dont ils ont besoin pour effectuer leur travail», a-t-il ajouté.

Les membres de l'Opéra lyrique de Chicago, défendus par le même syndicat que ceux de l'orchestre, avaient lancé en octobre dernier un mouvement de grève similaire face à la politique de réduction des coûts de leur direction.

G. L.



KATE MIDDLETON ET MEGHAN MARKLE RÉCONCILIÉES ? LES DEUX DUCHESSES SEMBLENT PLUS PROCHES QUE JAMAIS

On les disait à couteaux tirés, il y a encore quelques semaines. Mais lors de leur dernière apparition commune pour la journée du Commonwealth à l'abbaye de Westminster, les deux jeunes femmes sont apparues très détendues.

■ Si la grossesse de Meghan Markle est dans tous les esprits, le public et la presse scrutent la moindre de ses apparitions, il est un autre sujet qui passionne les foules : la relation de l'épouse du prince Harry avec Kate Middleton. Depuis le mariage de Meghan et Harry, la rumeur court. Les deux jeunes femmes seraient en froid. Pis encore, le prince William lui-même aurait dû mal à supporter sa belle-sœur. Le staff de la famille royale aurait également laissé entendre que ces rumeurs de mésentente seraient liées à la fois à la jalousie de Kate Middleton et au caractère autoritaire de Meghan

Markle. Ces dernières semaines pourtant, et même si l'absence de l'épouse du prince William lors de la baby shower de Meghan a été très commentée, les relations entre les deux jeunes femmes apparaissent plus apaisées. Elles sont même apparues très proches il y a quelques jours pour célébrer les 50 ans de l'investiture du prince Charles en tant que prince de Galles. Il s'agissait alors de leur première apparition commune depuis Noël. Les deux duchesses sont aujourd'hui sur la bonne voie.

En témoigne leur complicité ce lundi 11 mars lors de la journée du Commonwealth à l'abbaye de Westminster. Entre sourires radieux, bise échangée et regards complices, Kate et Meghan semblent avoir enterré la hache de guerre. Peut-être l'arrivée imminente du premier bébé de Meghan et Harry y est-elle pour quelque chose ? Kate Middleton, déjà mère de trois enfants, sait comme la fin d'une grossesse et les premières semaines avec un nouveau-né peuvent être épuisantes. Meghan pourrait avoir de soutien et, contre toute attente, il pourrait venir de l'épouse du prince William.

Anti-âge

Astuces naturelles pour retrouver une belle peau



Notre peau est le reflet de notre santé et de notre bien-être. Un mauvais régime alimentaire, une fatigue physique et/ou psychologique, les agressions dues aux éléments naturels, la pollution, une trop faible consommation d'eau et voilà

notre peau assoiffée, déshydratée, qui perd de sa souplesse et de son velouté. Très vite, ridules et rides apparaissent. Dans son programme, LeBootCamp anti-âge et beauté, Valérie Orsoni partage ses astuces pour préserver la jeunesse de

notre peau. En exclusivité, elle les partage, ici, avec vous.

Le gommage

C'est le soin de base de la beauté de votre corps.

Fait 2 fois par semaine, il permet

l'élimination des cellules mortes sur l'ensemble de votre corps. Il favorise également l'absorption des produits de soins que vous utilisez. Votre peau vous le rendra : elle sera immédiatement plus douce !

Les petits-déjeuners tout fruit !

Si vous voulez retrouver la peau de vos 20 ans, faites le plein de fruits frais dès le matin. Et pour un maximum d'efficacité préparez-vous aussi des "Boosts". Passez à la centrifugeuse des fruits et légumes de votre choix et buvez-en un grand verre. Boire les fruits sous forme de jus permet d'en consommer beaucoup plus et donc de bien mettre l'accent sur ces vitamines et antioxydants si importants pour notre santé et notre beauté. Si possible, optez pour les fruits biologiques de saison.

La crème hydratante !

Après un nettoyage soigneux de votre peau, appliquez sur le corps et le visage une crème riche en agents hydratants (qui repulpent la peau) : beurre de karité, ou huile d'argan par exemple. Cela vous permettra d'éviter l'apparition de petites rides au niveau du visage et des seins.

Privilégiez les aliments à faible indice glycémique :

- Privilégiez la cuisson de vos pâtes al dente, l'indice glycémique sera plus faible, contrairement à des pâtes bien cuites.
- Choisissez les céréales complètes (pain complet, riz complet) ;

leur teneur en fibres favorise un index glycémique faible, contrairement à des céréales raffinées.

- Consommez des légumes secs, leur index glycémique est faible !

- Limitez les sucreries type biscuits, bonbons, sodas, et autres
Limiter les expositions prolongées au soleil qui abîment votre peau.

Utilisez une protection solaire avec filtres UVA et UVB pour éviter l'apparition de petites taches brunes, dues aux expositions successives.

Une alimentation équilibrée et variée. Pour se construire, se renouveler et bien fonctionner, la peau a besoin de nutriments essentiels, tels que les vitamines (vitamine A, C et E qui sont des antioxydants : ils protègent votre peau en piégeant les radicaux libres qui "l'agressent") et les oligo-éléments (sélénium, un antioxydant), cuivre (participe à l'élasticité de votre peau), et zinc (favorise le renouvellement cellulaire et la cicatrisation).

Une alimentation équilibrée vous apporte également des "bons" acides gras (les oméga 6 et oméga 3).

Le conseil de votre coach : privilégiez les fruits et légumes, sources de vitamines et de minéraux, et les huiles végétales riches en acides gras oméga 3 et 6 (huile de tournesol, huile de pépins de raisin).

Buvez

Boire pour hydrater son corps mais, aussi, pour le nettoyer et éliminer les toxines et conserver ainsi une belle peau !



Les DÉBATS

Quotidien national d'information

Edité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur
Abderrahmane Mahmoudi

Gérante **Naima MAHMOUDI** • Directeur de la publication **Nadjib STAMBOULI**

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : **021.63.45.42** -

Fax : **021.63.45.13** - Service Publicité : **021.63.42.65** • Email : **Lesdebats@hotmail.com** •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression **SIA** • Publicité **ANEP** 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : **021.73.30.43**

SPORTS

Equipe nationale de football

Ghoulam sera de retour



Compétitions africaines

Des arbitres camerounais pour TP Mazembe-CSC

■ La Confédération africaine de football a désigné un trio arbitral camerounais sous la conduite de Neant Alioum pour diriger la rencontre TP Mazembe-CS Constantine prévue le 16 mars à 15h00 à Lubumbashi pour le compte de la sixième et dernière journée de la Ligue des champions, groupe C. Le directeur de jeu Neant Alioum sera assisté de ses deux compatriotes, Evarist Menkouande et Thierry Tocke. L'autre match du groupe C entre les Tunisiens du Club Africain et les Egyptiens d'Al Ismaily sera dirigé par un trio soudanais composé de El Fadil Mohamed Hussein Mohamed Abdallah Ibrahim et Ahmed Nagei Subahi. Le CSC est leader du groupe avec 10 points, devant le TP Mazembe (8 pts), le Club Africain (7 pts) et Al-Ismaïly (2 points). Les deux premiers se qualifient pour les quarts de finale.

Et le Sénégalais Maguette Ndiaye arbitrera NAHD-Zamalek

Par ailleurs, et en Coupe de la CAF, l'arbitre sénégalais Maguette Ndiaye dirigera la rencontre NA Hussein-Dey-Zamalek prévue le 17 mars à 17h00 au stade 5 juillet (Alger) pour le compte de la sixième et dernière journée de la CAF, groupe D. Maguette Ndiaye sera assisté par le Camerounais Elvis Guy Nguéguoé et le Burkinabe Seydou Tiama. L'autre match du groupe D entre Gor Mahia FC (Kenya) et Petro Atletico (Angola) prévu à 19h00 à Nairobi a été confié à un trio arbitral marocain constitué de Redouane Jiyed, Hicham Ait Abbou et Yahya Nouali. Avant la sixième et dernière journée, le NA Hussein-Dey occupe la troisième place du groupe D avec 7 points à égalité de points avec les Angolais de Petro Atletico (2es). Les Kenyans de Gor Mahia ferment la marche avec 6 points. Le représentant algérien est condamné à vaincre lors de la réception du Zamalek pour composer son billet pour les quarts de finale.

Le coach national, Djamel Belmadi, devrait pouvoir récupérer le latéral gauche du FC Naples, Fawzi Ghoulam, qui est revenu à la compétition et a joué quelques matchs avec son club italien. Il faut dire que la sélection nationale et depuis sa blessure a toujours trouvé dans grandes difficultés dans le couloir gauche. L'actuel driver des Fennecs, en plus des précédents sélectionneurs, ont tous essayé plusieurs variantes et ont fait confian-

ce à quelques éléments mais qui n'ont pas apporté ce plus qu'on attendait d'eux. Le premier responsable du staff technique national tente de préparer un groupe homogène en prévision de la prochaine CAN 2019 qui se déroulera au mois de juin prochain en Egypte. Avant cela, Ghoulam devrait être présent lors du prochain match officiel, à savoir, la sixième et dernière journée des éliminatoires de la CAN face à la Gambie le 22 mars prochain. Cela devrait lui permettre de connaître son

état physique et ses aptitudes à revenir à la compétition avec les Verts. Par ailleurs, ce dernier ne sera pas le seul qui a rassuré Belmadi, puisque le retour en force du milieu de terrain du club turc de Galatassaray, à savoir, Sofiane Feghouli, montre de très belles choses et a inscrit dernièrement son 11e but de la saison en plus d'avoir délivré une autre passe décisive. «Sousou» est dans une forme éblouissante et il devrait pouvoir rendre encore de grands services à la sélection nationale qui aura besoin de tous ses meilleurs éléments lors de ce rendez-vous africain très important. En outre, même Sofiane Hanni qui évolue dans le championnat russe au Spartak Moscou, sera aussi du retour en sélection, ce qui fera que la concurrence sera rude puisque ce dernier est capable aussi d'être une solution pour le coach national qui pense au fait qu'il doit voir un maximum de joueurs avant de prendre une décision finale sur le groupe sur lequel il comptera pour la Coupe d'Afrique des Nations, où il s'agira de trouver des solutions très importantes.

Imad M.

Natation

Le Championnat d'Algérie Open qualificatif aux JO 2020

■ Le Championnat d'Algérie de natation Open (grand bassin), prévu du 29 juin au 3 juillet à la piscine du complexe olympique Mohamed Boudiaf, permettra aux nageurs inscrits de réaliser les minimas «A et B» qualificatifs aux Jeux olympiques 2020 de Tokyo, a annoncé la Fédération algérienne de la discipline (FAN). Le directeur de la formation et du développement de la FAN, Lamine Benabderahmen, a indiqué que «c'est une première historique en Algérie qu'une compétition soit qualificative aux JO», soulignant que cette autorisation délivrée par Fédération internationale (FINA) intervient après l'homologation de la piscine du 5 juillet lors des Jeux africains de la jeunesse 2018, disputés à Alger. «Après cette annon-

ce de la FINA, nous nous attendons au retour des nageurs internationaux, notamment, les Tunisiens et les Marocains, lors de l'Open 2019 pour essayer d'y réaliser les minimas des JO. Cette annonce permettra également de relever le niveau de la compétition», a-t-il ajouté. Benabderahmen a également fait savoir que l'Algérie qui possède désormais neuf arbitres internationaux, peut réussir normalement l'organisation d'une compétition qualificative aux JO. Lors de la dernière session de formation des arbitres organisées par la FINA, quatre algériens à savoir : Redouan Ayad, Siadali Moubarek, Taib Bouras et Sarah Abed, ont obtenu leurs diplômes d'arbitre international.

JM ORAN-2021

28 disciplines et 193 épreuves au menu provisoire

■ Une liste provisoire composée de 28 disciplines sportives et 193 épreuves a été arrêtée par le comité d'organisation local de la 19e édition des jeux méditerranéens (JM) prévue à Oran en 2021, a indiqué lundi à Oran le président du comité olympique algérien (COA), Mustapha Berraf. Cette liste sera soumise en avril prochain au comité international des JM pour approbation, «mais la partie algérienne fera tout pour que les disciplines proposées soient admises lors des JM», a déclaré M. Berraf lors d'une conférence de presse. «Nous avons choisi minutieusement ces disciplines vu que les sportifs algériens appelés à y participer disposent d'un bon niveau qui leur permet d'être potentiels médaillés dans ces jeux», a-t-il expliqué. Néanmoins, le conférencier s'attend à ce que les négociations dans ce registre soient «très serrées», étant donné que le comi-

té international a déjà émis des réserves concernant certaines disciplines ou spécialités, tout en proposant d'autres que la partie algérienne n'est pas emballée à l'idée de les inscrire au programme des JM. Le président du COA a cité à titre d'exemple les spécialités décathlon et triple saut que les Algériens veulent intégrer dans les épreuves d'athlétisme, mais qui butent sur les réserves du comité international. Même en football, les deux parties n'ont pas encore trouvé un accord au sujet de la catégorie d'âge qui sera concernée par l'épreuve. Le comité international souhaite que cette discipline soit dédiée aux moins de 18 ans, alors que le comité d'organisation local tient plutôt à y faire participer les moins de 23 ans tout en permettant aux sélections présentes de se renforcer chacune par des trois joueurs dépassant cet âge, «afin de relever le niveau de la comi-

pétition et par ricochet avoir un meilleur spectacle», a affirmé le même responsable. Tout devra d'ailleurs être tiré au clair dans ce registre en avril prochain, à l'occasion de la réunion de la commission technique du comité international des JM, a-t-il aussi informé. Concernant les ambitions algériennes à l'occasion de cette 19e édition, le président du COA a dit tabler sur la première place sur les deux scènes arabe et africaine, rappelant que les pouvoirs publics ont réservé un budget colossal de l'ordre de 400 milliards de centimes dédiés à la préparation des athlètes algériens. Il a, en outre, appelé les fédérations sportives, notamment celles traversant des remous, à faire preuve de «discipline», afin de permettre à leurs athlètes de se préparer dans la sérénité totale, et parvenir par là même à atteindre l'objectif assigné.

Fédération algérienne Rugby

La fédération internationale accepte la demande d'affiliation

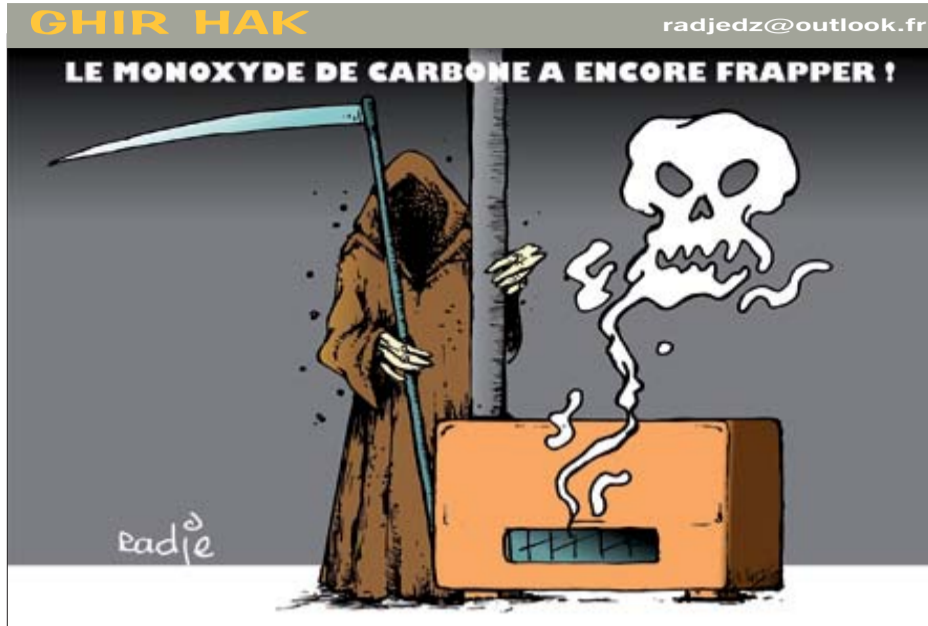
■ La fédération internationale de Rugby (World Rugby) a accepté la demande d'affiliation déposée par la fédération algérienne (FAR) en comité des régions comme membre associé, a-t-on appris auprès de l'instance fédérale. La décision a été prise lundi à Dublin (Irlande). «La confirmation officielle de l'affiliation sera étudiée lors de la réunion du conseil d'administration de WR au mois de mai prochain, l'affiliation de l'Algérie sera qu'une formalité», précise un communiqué transmis à l'APS. «Il faut savoir que World Rugby compte 6 régions dans le monde. Le comité des régions a accepté la demande d'affiliation de l'Algérie en tant que membre associé de World Rugby, c'était à l'ordre du jour au niveau de cette réunion. Abdelaziz Bougja, président d'honneur de rugby Afrique a défendu le dossier algérien à Dublin», précise la FAF, soulignant que l'Algérie pourra postuler à un membre à part entière de World Rugby dans un délai de 2 années.

Libye

La conférence nationale inclusive se tiendra dans moins d'un mois

L'envoyé de l'ONU en Libye, Ghassan Salamé, a annoncé que la conférence nationale inter-libyenne se tiendra dans moins d'un mois, soulignant que la mission onusienne s'emploie actuellement à réunir toutes les conditions nécessaires pour sa tenue avec la participation de toutes les parties libyennes. M. Salamé a indiqué dimanche, dans une interview accordée à une chaîne de télévision libyenne, que la mission d'appui des Nations unies en Libye s'efforce de résoudre tous les problèmes logistiques nécessaires pour la tenue de cet événement et que la date de sa tenue sera connu sous peu. Le Représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU a souligné, également, que la conférence s'appuiera sur les travaux approfondis comprenant les résultats des réunions du Conseil parlementaire et des Conseils d'Etat et des sommets d'Abou Dhabi, de Paris et de Palerme. S'appuyant sur le plan élaboré par les Nations Unies pour le règlement de la crise libyenne, M. Salamé a ajouté que cette conférence sera «exclusivement» libyenne et constituera un «moment historique pour la Libye, si les différentes parties libyennes conviennent de rétablir l'autorité de l'Etat». A ce propos, il a annoncé la participation de plus d'une vingtaine de délégations libyennes représentant, notamment les grandes villes du pays, les partis, les universités, les syndicats, les tribus et autres acteurs de la société civile. Des membres de la Chambre des représentants et du Conseil d'Etat, ainsi que des personnalités politiques seront conviées à cette conférence nationale inclusive, qu'il a considéré comme «une étape essentielle pour parvenir à une solution politique». L'annonce de M. Salamé intervient quelques jours après l'accord conclu entre le président du Conseil présidentiel du gouvernement de l'union nationale (GNA) Fayez el-Sarraj, soutenu par l'ONU, et le chef de l'armée nationale libyenne (LNA), le général Khalifa Haftar. Les deux hauts responsables libyens ont convenu de la nécessité d'unir les institutions de l'Etat et sur la tenue d'élections présidentielle et législatives d'ici la fin de cette année, ainsi que sur le soutien aux efforts de l'envoyé de l'ONU en la matière. M. Salamé, a estimé, récemment, que les conditions sont réunies pour la tenue des élections parlementaires en Libye avant la fin du printemps prochain, saluant à l'occasion les efforts déployés par le gouvernement libyen pour le rétablissement de la sécurité dans le pays. Notons que les trois pays voisins de la Libye ont réitéré la semaine passée leur soutien aux efforts déployés par l'ONU et le représentant personnel du secrétaire général, Ghassan Salamé, pour le règlement de la crise libyenne, rejetant les «interférences étrangères» dans le processus de stabilisation, à l'issue d'une réunion ministérielle tripartite tenue au Caire. Cette rencontre tripartite, qui s'inscrit dans le cadre des concertations continues entre les trois pays voisins de la Libye, avait réuni les ministres des Affaires étrangères de l'Algérie, de l'Egypte et de la Tunisie, respectivement Abdelkader Messahel, Sameh Choukri et Khemaies Jhinaoui. Les chefs de la diplomatie des trois pays ont réaffirmé leur soutien aux efforts des Nations unies et du représentant personnel du secrétaire général, pour le règlement de la crise libyenne, à travers une démarche «consensuelle» et dans le cadre de «l'appropriation du processus de règlement par les libyens eux-mêmes».

R. N.



Oran

L'usine Renault Algérie produit son 200.000ème véhicule



L'usine "Renault Algérie Production" (RAP) a célébré mardi à Oued Tlélat (Oran), la production du 200.000ème véhicule, a-t-on appris du responsable de la cellule de communication de cette usine de montage automobile.

La cérémonie de sortie d'usine du 200.000ème véhicule a eu lieu en présence du Directeur général du Groupe Renault en Algérie, André Abboud, du Directeur général de l'usine, Jose-Manuel Fuentes, ainsi que les collaborateurs de ce site industriel, pionnier dans la production automobile en Algérie, a indiqué Malik Bourbia.

Fruit d'un partenariat solide et durable entre le Groupe Renault, l'Entreprise nationale des véhicules Industriels (SNVI) et le Fonds national d'Investissement (FNI), l'usine de Oued Tlélat a, en un peu plus de 4 ans, intégré 3 modèles dans sa chaîne de montage et créé près de 2.000 emplois directs et indirects, a ajouté la même source. «Ce jalon industriel symbolise l'investissement productif avec l'implication des parties prenantes de ce projet d'envergure et annonce l'ambition du Groupe Renault et de ses partenaires de participer activement au développement d'une filière automobile algérienne performante et créatrice de richesse», a-t-on souligné.

Renault Algérie Production est aujourd'hui impliquée dans le développement de la sous-traitance locale avec 8 fournisseurs locaux de pièces nécessaires à la construction automobile de cette marque, selon la même source qui cite, entre autres, «Sealynx Algérie» pour la fabrication des joints d'étanchéité, «SITEL» pour le câblage, «Sarel» pour les pièces plastiques, «Martur» pour la fabrication de sièges et «Formfleks» (tapis et insonorisants).

L'objectif pour 2019 est «d'atteindre 12 technologies» en terme d'intégration technique dans le véhicule grâce à la sous-traitance, a-t-on fait savoir.

H. B.

Bechar

10.000 personnes prennent part aux activités de la caravane «Saharienne»

Quelque 10.000 personnes ont suivi les spectacles et ateliers artistiques initiés par l'association culturelle et artistique «Saharienne», au titre de sa caravane culturelle et artistique organisée de novembre 2018 à février 2019, à travers la wilaya de Bechar, a déclaré mardi le président de l'association. La caravane a sillonné une dizaine de localités éloignées et ksour, notamment Béni-Ounif, Tabelbella, Taghit, El Ouata, Ouled-Khodeir, Timoudi, Tamtert, ainsi que plusieurs localités et ksour de la wilaya déléguée de Béni-Abbes (240 km au sud de Bechar), a indiqué, à l'APS, Noureddine Rahou.

Le public, notamment les enfants, ont apprécié les différents ateliers de dessins et d'initiation aux technologies de l'information et de la communication et aux techniques de l'audiovisuel, a-t-il ajouté.

«Ces ateliers culturels et artistiques d'initiation, animés par des compétences locales et des artistes membres de notre association, ont suscité un engouement des enfants pour le théâtre, la peinture, le chant et la musique, ce qui nous a permis d'éveiller le talent de ces enfants, dont les créations feront l'objet d'une exposition prochainement», a-t-il affirmé.

Des représentations artistiques et culturelles ont été également organisées à l'occasion de cette caravane, sponsorisée par des entreprises économiques locales.

Une centaine d'artistes de divers horizons ont pris part gracieusement aux manifestations, «au grand bonheur des populations locales avides de ce genre d'événements», a souligné M. Rahou.

Cette caravane culturelle, démontrant ainsi que le mouvement associatif culturel local

ACTU...

Boumerdès et Skikda

Trois éléments de soutien aux groupes terroristes arrêtés

Trois éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés lundi par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) à Boumerdès et Skikda, indique mardi un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). «Dans le cadre de la lutte anti-terroriste, un détachement combiné de l'Armée nationale populaire a arrêté, le 11 mars 2019 à Boumerdès (1ère Région militaire), deux (02) éléments de soutien aux groupes terroristes, tandis qu'un autre élément de soutien a été appréhendé et une casemate pour terroristes contenant des denrées alimentaires et d'autres objets a été détruite à Skikda (5ème RM)», précise la même source.

Dans le même contexte et lors d'une patrouille de recherche et de fouille près de la bande frontalière à In Guezzam (6ème RM), un détachement de l'ANP «a découvert une cache contenant une importante quantité de munitions s'élevant à 2.059 balles de différents calibres». Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements de l'ANP en collaboration avec les éléments de la Gendarmerie nationale, «ont intercepté, à Oran, Mostaganem (2ème RM) et Batna (5ème RM), sept (07) narcotrafiquants et saisi dix (10) kilogrammes de kif traité et 2.629 comprimés psychotropes», alors que «2.148 unités de différentes boissons ont été saisies à El-Oued (4ème RM)».

R. K.

Mostaganem

Un mort et deux blessés dans un accident de la route

Une personne a trouvé la mort et deux autres ont été grièvement blessées dans un accident de la circulation, survenu mardi à Sirat (Mostaganem), a-t-on appris auprès de la direction de wilaya de la protection civile. L'accident s'est produit suite au dérapage d'un véhicule utilitaire au douar Adaidia dans la commune de Sirat (20 km au sud de Mostaganem), a-t-on indiqué.

Les agents de la protection civile ont déposé le corps de la victime (32 ans), morte sur place, à la morgue de l'hôpital de Bouguirat et ont transporté les deux blessés (25 et 32 ans) aux urgences du même hôpital. Par ailleurs, le dérapage, mardi, d'un camion semi-remorque sans faire de dégâts a perturbé la circulation à la voie d'évitement à l'ouest de la ville de Mostaganem. La circulation vers le port commercial et sur la RN 11 et le chemin reliant Mostaganem à Mazagran en direction de Mohammadia a ainsi connu une certaine lenteur, notamment au niveau du rond point Mazagran et à la sortie sud de la ville.

R. H.

H. T.